**GCP51751 - 183/15**



**Guide de la participation des jeunes aux processus politiques et électoraux en Afrique**

**ACRONYMES**

ACDEG Charte Africaine de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance

ACYPL Conseil américain des jeunes dirigeants politiques

AGA Architecture africaine de gouvernance

AGA-OUI AGA Stratégie d'engagement des jeunes

UA Union africaine

CUA Commission de l'Union africaine

CAJ Charte Africaine de la Jeunesse

EBE Enregistrement biométrique des électeurs

COMESA Marché commun de l'Afrique de l’Est et de l’Afrique australe

CORD Coalition pour les réformes et la démocratie

OSC Organisations de la société civile

CUBLEF Festivals du mélange culturel

ECE Éducation civique et électorale

DAP Département des affaires politiques

RDC République Démocratique du Congo

EAC Communauté d'Afrique de l'Est

CEEAC Communauté économique des États de l'Afrique centrale

CEDEAO Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

PNEFTP Politique nationale en matière d'éducation et de formation technique et professionnelle

CPC Cadre de prévention des conflits du

ELF Fondation des leaders émergents

OGE Organes de gestion des élections

DGC Discussions des groupes de consultation

SMUT Système uninominal majoritaire à un tour

PDI Planification du développement intégré

GENCED Centre de Genre pour l'Autonomisation du Développement

IGAD Autorité intergouvernementale pour le développement

FIJ Forum inter-partis des jeunes

KYMCA Association des jeunes kenyans membres de l'Assemblée du comté

MP Membre du parlement

MNYC Conseil national de la jeunesse du Mozambique

MYP Jeunes pionniers du Malawi

CND Congrès national démocratique

IND Institut national démocratique

NEWSETA Réseau pour la solidarité, l'autonomisation et la transformation pour tous

ONG Organisation non-gouvernementale

ENP Élections nationales et provinciales

CNJ Conseil national des jeunes

OYEBO Organisation pour la jeunesse et les élections au Botswana

PC Ordinateurs personnels

RP Représentation proportionnelle

PVH Personnes vivant avec un handicape

CER Communautés économiques régionales

SADC Communauté de développement de l'Afrique australe

SADC-CNGO Conseil des organisations non gouvernementales de la SADC

SAYoF Forum de la jeunesse d'Afrique australe

CRE Conseils représentatifs des étudiants

TNA L'Alliance Nationale

TR Termes de référence

FdF Formation des Formateurs

TYC Coalition des jeunes de la Tanzanie

EV Extrémisme violent

RPV Réseaux privés virtuels

AIE Agent d'inscription des électeurs

YETT Fondation pour l’autonomisation et le développement des jeunes

YIAGA Initiative des jeunes pour le plaidoyer, la croissance et l'avancement

YWPLS École de leadership politique des jeunes femmes

UMA Union du Maghreb Arabe

UNMGCY Grand groupe des Nations Unies pour les enfants et les jeunes

PNUD Programme des Nations Unies pour le développement

# AVANT-PROPOS

# REMERCIEMENTS

**Table des matières**

[***AVANT-PROPOS 3***](#_heading=h.gjdgxs)

[***REMERCIEMENTS 3***](#_heading=h.30j0zll)

[***INTRODUCTION***](#_heading=h.1fob9te) ***9***

[***PARTIE 1 8***](#_heading=h.tyjcwt)

[***CONTEXTE: HISTORIQUE DE LA PARTICIPATION DES JEUNES EN AFRIQUE 8***](#_heading=h.3dy6vkm)

[**CHAPITRE 1: Conception de la participation de la jeunesse aux processus politiques et électoraux 8**](#_heading=h.1t3h5sf)

[**CHAPITRE 2: Architecture continentale et régionale pour la promotion de la participation de la jeunesse en Afrique 13**](#_heading=h.lnxbz9)

[**CHAPITRE 3: Facteurs inhibant la participation des jeunes (obstacles) 15**](#_heading=h.35nkun2)

[**CHAPITRE 4: Modes de participation des jeunes 22**](#_heading=h.2xcytpi)

[***PARTIE 2 26***](#_heading=h.1ci93xb)

[***STRATEGIES POUR LA PARTICIPATION DES JEUNES 26***](#_heading=h.3whwml4)

[**CHAPITRE 5: Participation des jeunes au cycle électoral 27**](#_heading=h.qsh70q)

[**CHAPITRE 6: Accès des jeunes aux informations lors des processus politiques et électoraux 33**](#_heading=h.49x2ik5)

[**CHAPITRE 7: Lever les obstacles liés à la participation des jeunes 38**](#_heading=h.23ckvvd)

[**CHAPITRE 8: Leadership 54**](#_heading=h.111kx3o)

[**CHAPITRE 9: Plaidoyer et activités de lobbying 60**](#_heading=h.1egqt2p)

**CHAPITRE 10: Communication et Collaboration 82**

[***PARTIE 3 87***](#_heading=h.3q5sasy)

[***ANNEXES 87***](#_heading=h.25b2l0r)

[***NOTES DE FIN DE PAGE 89***](#_heading=h.1jlao46)

# INTRODUCTION

Un regard sur les processus politiques et électoraux sur le continent africain montre que la tradition des élections régulières s'est établie quoiqu'ambivalente, en termes de qualité des élections. Il ne fait aucun doute qu'il existe un mélange allant de sondages compétitifs, semi-compétitifs et non compétitifs à travers le continent. Les preuves suggèrent que la compétitivité accrue des élections n'a pas nécessairement conduit à une augmentation de la participation des citoyens aux processus électoraux. Au lieu de cela, des cas de rétrécissement de l'espace démocratique pour la participation des citoyens, de violation des libertés et droits fondamentaux et de baisse de la participation électorale continuent de tourmenter la plupart des pays africains. Plus inquiétant encore est le manque flagrant de participation des jeunes aux processus politiques et électoraux. Selon la Charte africaine de la jeunesse (CAJ), les jeunes sont des personnes âgées de 15 à 35 ans.[[1]](#footnote-1) Par conséquent, avec une population estimée à 1,3 milliard d'habitants, la population des jeunes représente environ 430 millions de la population africaine.[[2]](#footnote-2)

En 2019, la Fondation Mo Ibrahim estimait que « près de 60 % de la population africaine avait moins de 25 ans, faisant de l'Afrique le continent le plus jeune du monde ».[[3]](#footnote-3) Il a déclaré que le groupe de population des jeunes a moins de 35 ans et occupe 75 pour cent de la population continentale totale.[[4]](#footnote-4) En 2019, plus d'un tiers de la population avait entre 15 et 34 ans. D'ici à l’an 2100, la population jeune de l'Afrique pourrait être équivalente à deux fois la population totale de l'Europe.[[5]](#footnote-5)

Bien que nous examinions la démographie relative aux jeunes dans une optique d'âge spécifique, il est nécessaire de reconnaître que les jeunes ne sont pas homogènes dans leurs expériences vécues et leurs attentes. Il est donc important de qualifier les différents besoins et perceptions que les jeunes peuvent avoir dans leurs expériences lorsqu’ils s’engageant dans les processus politiques et électoraux. Il est également tout aussi important que les jeunes soient conscients de leurs différences tant aux niveaux national, régional que continental tout en faisant des efforts pour s'engager et participer aux processus politique et électoral. Bien que les expériences puissent différer selon la région, l'accès et les ressources, les jeunes doivent œuvrer davantage pour assurer une plus grande interaction et un partage de leçons et d'expériences plus pertinent afin de garantir un engagement constructif et de maintenir la dynamique suscitée par la participation des jeunes aux processus politiques et électoraux.

Malgré leur force démographique, les jeunes en Afrique sont encore principalement marginalisés, surtout, en ce qui concerne leur participation aux processus électoraux. La participation au processus électoral est un point d'entrée sous-estimé mais crucial pour que la jeunesse africaine puisse participer, de manière significative, aux processus et systèmes de prise de décision. Les jeunes ont un rôle énorme à jouer tout au long du cycle électoral, en tant qu'électeurs, candidats et responsables électoraux. Malgré ces rôles, les jeunes en Afrique continuent d'être privés de leurs droits dans les processus électoraux. En réalité, la perception est que les processus électoraux entraînent la frustration des jeunes. La politique traditionnelle et la démocratie représentative et leur quête de luttes de pouvoir par le biais des urnes n'avaient incroyablement pas réussi à attirer l'attention des cohortes plus jeunes grâce à une véritable perspective d'engagement en matière de responsabilité civique, qui a engendré des groupes de jeunes apathiques.

L'Architecture de gouvernance africaine (AGA) a utilisé la Stratégie d'engagement des jeunes de l'AGA (AGA-YES) pour organiser des consultations régionales des jeunes qui a permis d’améliorer la participation significative des jeunes au processus électoral en Afrique. Les consultations ont eu lieu à Arusha (Tanzanie) pour l'Afrique orientale et australe, à Accra (Ghana) pour l'Afrique occidentale et centrale et à Tunis (Tunisie) pour l'Afrique du Nord. Ces consultations ont réuni plus de 300 jeunes dans le cadre du thème de l'année de l'UA : « Exploiter le dividende démographique grâce à des investissements dans la jeunesse ». Les résultats des consultations ont clairement démontré l'engagement et la volonté des jeunes de s'engager malgré les défis. L'un des principaux défis identifiés à tous les niveaux était le manque de capacité des jeunes à s'engager de manière significative dans la perspective de comprendre et de maîtriser les systèmes électoraux ainsi que ls points d'entrée des jeunes pour l'engagement des jeunes tout au long du cycle électoral.

Fort de ce constat, le Secrétariat de l'AGA et le Secrétariat du Marché commun de 'Afrique orientale et australe (COMESA) ont commandé ce Guide de formation des formateurs (FdF) sur l'engagement des jeunes dans les processus politiques et électoraux en Afrique.

**Objectifs du guide :**

L'objectif global de ce guide est de développer la capacité des groupes de jeunes à l'intérieur et à l'extérieur des espaces politiques traditionnels. Concrètement, le guide doit :

1. Faire prendre conscience aux jeunes et comprendre le lien entre les élections et la démocratie et le dividende de leur participation aux processus électoraux.
2. Améliorer les compétences de plaidoyer et de lobbying des jeunes pour leurs efforts d'engagement avec diverses parties prenantes électorales, y compris les organes de gestion des élections (OGE), les partis politiques et les candidats, les gouvernements, les organes législatifs et autres organes statutaires, la société civile, les médias, les communautés et les partenaires au développement.
3. Fournir une perspective comparative sur les leçons apprises à travers le continent sur l'engagement des jeunes dans la gouvernance démocratique ; et,
4. Augmenter et maintenir la valeur participative des jeunes dans les processus électoraux.

Le guide fournit des leçons et des bonnes pratiques basées sur la participation des jeunes aux processus politiques et électoraux sur le continent africain. Bien que ce guide soit un outil pour tous les pays du continent, les utilisateurs doivent adopter les stratégies de planification et de mise en œuvre suggérées en fonction de la situation locale en raison des particularités historiques, politiques, culturelles et socio-économiques de chaque pays qui nécessitent des stratégies sur mesure. Le guide est composé des dix (10) chapitres suivants :

**Chapitre 1 :** Conception de la participation des jeunes aux processus politiques et électoraux

**Chapitre 2 :** Architecture continentale et régionale pour la promotion de la participation des jeunes en Afrique

**Chapitre 3** **:** Facteurs inhibant la participation des jeunes

**Chapitre 4 :** Modes de participation des jeunes

**Chapitre 5 :** Participation des jeunes au cycle électoral

**Chapitre 6 :** Accès des jeunes à l'information portant sur les processus politiques et électoraux

**Chapitre 7 :** Lever les obstacles à la participation des jeunes

**Chapitre 8 :** Leadership

**Chapitre 9 :** Plaidoyer

**Chapitre 10 :** Communication et engagement

**Elaboration du guide sous l’égide des jeunes**

L'élaboration de ce guide a nécessité la contribution directe d'organisations et de représentants des jeunes. Une cohorte délibérément échantillonnée de jeunes leaders féminins et masculins dans les cinq régions africaines (Afrique de l'Est, de l'Ouest, centrale, du Nord et australe) a été consultée par le biais d'entretiens virtuels et de discussions de groupe. Un guide d'entretien a été élaboré et utilisé pour solliciter les opinions des jeunes sur (a) l'accès et les obstacles, (b) le leadership, (c) le plaidoyer, (d) l'engagement et la communication ont été élaborés et a permis de collecter des données. Les répondants du Botswana, du Cameroun, du Gabon, du Kenya, du Nigeria, de la Tanzanie, du Togo, de la Tunisie, de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe ont partagé leurs expériences personnelles et organisationnelles en matière de participation des jeunes aux processus politiques et électoraux dans leurs pays et régions.

# PREMIERE PARTIE

# CONTEXTE : HISTORIQUE DE LA

# PARTICIPATION DES JEUNES EN AFRIQUE

## CHAPITRE 1 : Conception de la participation des jeunes aux processus politiques et électoraux

1. **Contexte**

L'enquête d'Afrobaromètre dans 36 pays africains a noté que 78 pour cent des jeunes croient en la responsabilité civique du vote. Cependant, le jour du scrutin, ce nombre diminue à 65 pour cent de ceux qui ont voté.[[6]](#footnote-6) Par exemple, la Commission électorale indépendante d'Afrique du Sud (CEI) a signalé « qu’environ 9,8 millions d'électeurs éligibles ne sont toujours pas inscrits. Parmi eux, environ 6 millions ont moins de 30 ans[[7]](#footnote-7). Malgré une campagne innovante d'inscription des électeurs et des appels de la CEI et des partis politiques à l'approche du jour des élections lors des élections nationales et provinciales (ENP) en Afrique du Sud de 2019, certains jeunes se sont abstenus car ils considéraient l'exercice comme étant futile. Un jeune a déclaré : « Je ne vote pas demain parce que nous avons des problèmes. Par exemple, lorsque nous postulons pour des bourses, que nous cherchons un emploi, rien ne se passe. Je ne vois pas l'utilité de voter.”[[8]](#footnote-8).

Juxtaposés aux jeunes qui choisissent de ne pas participer politiquement parce que leurs besoins ne sont pas satisfaits, se trouvent les jeunes qui participent par des moyens violents, recrutés par les dirigeants politiques. Un exemple de ces groupes de jeunes comprend les Jeunes Pionniers du Malawi (MYP) du milieu des années 1960, fondés par le Parti du Congrès du Malawi (MCP) au pouvoir en tant qu'aile de la jeunesse paramilitaire déguisée en programme national de la jeunesse. Le MYP fonctionnait sous le contrôle direct du président Kamuzu Banda et garantissait ses ambitions politiques et son mandat.[[9]](#footnote-9). Ce type d'instrumentation des jeunes est devenu une caractéristique commune de la politique africaine, principalement là où le taux de chômage est élevé.

Les gangs du Mungiki du Kenya et Chipangano sont deux points de référence supplémentaires pour cette participation violente[[10]](#footnote-10). Les Mungiki sont une secte ethnique qui a été interdite en 2003 mais a ressurgi en 2007 à la suite des résultats contestés des élections[[11]](#footnote-11). Composé d'un grand nombre de membres de la tribu Kikuyu, ce groupe a été pointé du doigt dans la mort de plus d'un millier de personnes au lendemain des élections de 2007 et aurait le soutien financier des dirigeants politiques. Les Chipangano étaient une milice de jeunes qui était très active au Zimbabwe à la fin des années 1990 et au début des années 2000. Comme les Mungiki, le groupe a servi les intérêts des partis politiques, une affaire confirmée plus tard par son ancien chef, Jim Kunaka, en 2015.

La marginalisation politique des jeunes combinée à des facteurs économiques tels que le chômage a exposé les jeunes à l'extrémisme violent qui participent à des activités terroristes dans des pays comme le Kenya (Al Shabaab) et le Nigeria (Boko Haram). Au Ghana, les groupes d'autodéfense de jeunes sont courants lorsque les partis politiques recrutent les jeunes pour commettre des violences contre les opposants politiques. Ce phénomène a commencé dans la région du nord de Tamale mais s'est rapidement propagé à d'autres régions. Dans les régions centrales du pays, les jeunes sont également recrutés comme « hommes machos » (voleurs d'urnes) pour perturber les processus de vote en arrachant les urnes le jour du scrutin et en se livrant à la violence après les élections[[12]](#footnote-12).

Compte tenu de l'aliénation dans la participation politique et électorale à laquelle ils sont confrontés, les jeunes ont repoussé les limites pour revendiquer leur place ces dernières années. Grâce à de nouveaux modes d'échange d'informations et aux changements générationnels et technologiques, les jeunes ont un accès accru à l'information qui affecte leur présent et leur avenir. Alors que les violations des droits humains continuent de recevoir une plus grande attention, les gouvernements, ont, plus que jamais, l’obligation redditionnelle de répondre aux préoccupations du public. Les jeunes utilisent les plateformes numériques pour exprimer leurs opinions sur les problèmes nationaux et pour exiger le changement. De cette façon, les jeunes ont contourné la nature hiérarchique de l'engagement politique et rendu l'engagement politique possible dans des contextes où il ne serait autrement pas physiquement possible. [[13]](#footnote-13)

Le rapport Afrobaromètre 2016 montre que la télévision, les journaux et la radio jouent toujours un rôle essentiel en tant que moyens de communication et d'information, tout en précisant que la génération des 18-25 ans est plus susceptible d'utiliser les médias numériques pour s'informer car la génération des 25 ans apprécie la curatelle de journaux. [[14]](#footnote-14) De même, on estime que 90 pour cent de la population utilise la télévision comme principale source d'information (d'actualité). Considérant qu'il s'agit de statistiques qui dépassent de loin les moyennes continentales, l'importance des médias numériques est primordiale. Par exemple, depuis sa création en 2007, l’hashtag a permis un accès et une diffusion rapides des informations dans des flux ciblés en suivant un hashtag sur un sujet donné. De *#BringBackOurGirls* au Nigeria à *#IVoted* en Afrique du Sud, les hashtags ont joué un rôle déterminant dans la mise en exègue des problèmes qui se posent au sein de la société et du monde. [[15]](#footnote-15)

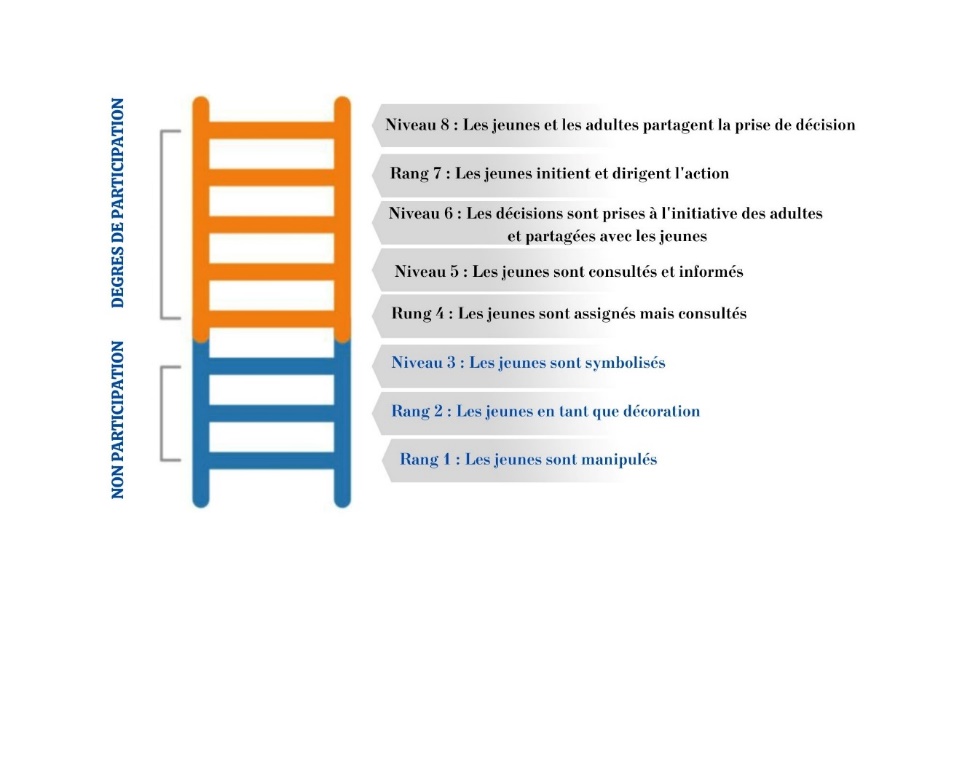
Un avantage clé de l’Hashtag est la capacité de mobiliser et de diffuser des messages rapidement. Le mouvement sud-africain *#FeesMustFall* de 2016 a montré comment un hashtag a fonctionné pour créer un élan de jeunesse contre une augmentation de 10,5% des frais universitaires qui aurait exclu la majorité des étudiants pauvres. Ce mouvement a été qualifié de mouvement voyou qui cherchait simplement à déranger ceux qui voulaient apprendre. Pourtant, une pression et une mobilisation ciblées et soutenues ont effacé ces hypothèses. [[16]](#footnote-16) En Gambie, l’hashtag pré-électoral *#GambiaDecides* de 2016 a propulsé la nouvelle direction politique au pouvoir après 22 ans de règne de l'ancien président Yaya Jammeh en 2016. L'année suivante, en janvier 2017, l’hashtag *#GambiaHasDecided* a forcé Jammeh à abandonner sa tentative de renverser le résultat des élections. Le mouvement nigérian *#EndSARS 2020* est un autre succès. Des militants de la société civile et des jeunes ont forcé le gouvernement nigérian à dissoudre l'unité de police Spéciale *Anti-Robbery Squad* (SARS), accusée d'atteintes aux droits humains au cours desquelles des citoyens ont été harcelés, volés, torturés et également tués.

La musique a également offert une opportunité pour l'activisme politique et la mobilisation. L'organisation de la société civile (OSC) sénégalaise connue sous le nom de *Y'en A Marre* a utilisé la musique lors de rassemblements politiques pour mobiliser les jeunes contre la répression politique.[[17]](#footnote-17) Lors des élections législatives partielles ougandaises de 2017, un jeune militant politique, Robert Kyagulanyi Ssentamu, également connu sous le nom de « Bobi Wine », a utilisé la musique pour la mobilisation de masse. Il a sorti des morceaux tels que « *Dembe,* lançant un appel aux jeunes pour un processus électoral pacifique ; et *Situka,* appelant tous les Ougandais à exiger un meilleur Ouganda pour les générations futures. [[18]](#footnote-18) Il a remporté le siège parlementaire de Kyaddondo East avec environ 80% des voix en tant que candidat pour la première fois, prouvant la contribution utile de la musique à la mobilisation politique et électorale. [[19]](#footnote-19)

**b) Pourquoi la participation des jeunes est-elle importante ?**

Les statistiques pures sur le nombre total de jeunes par rapport à la population adulte sur le continent conviennent à leur inclusion politique et électorale. Par conséquent, la participation des jeunes, non seulement en tant qu'électeurs mais aussi en tant que candidats et responsables électoraux confirme leur rôle civique dans les processus de gouvernance. Il ne peut pas et ne doit pas être une question accessoire mais une réalité spécifique et évidente. Roger Hart (1992) offre l'une des meilleures explications de la justification de la participation des jeunes : la participation des jeunes est un droit fondamental à la citoyenneté. Hart a développé un modèle à plusieurs niveaux dans lequel il définit les degrés de participation. Ce modèle qui explique clairement la situation de la jeunesse africaine décrite dans la sous-section ci-dessus est illustré dans le diagramme 1 et expliqué dans le tableau 1 ci-dessous.

**Diagram 1: Hart’s Rungs model**



Source: Roger Hart 1992

Text

Description automatically generated with low confidence

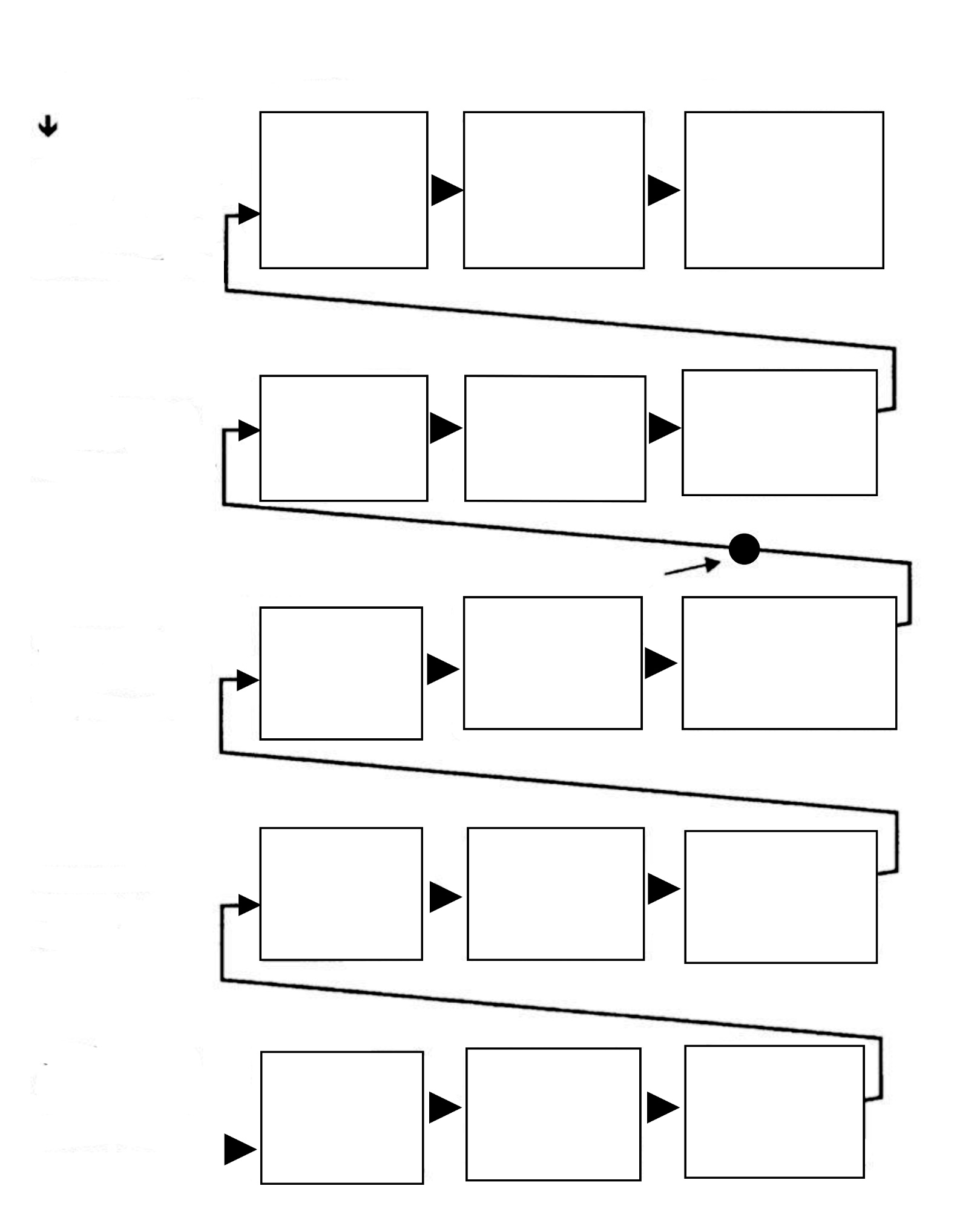
Source: Roger Hart 1992

**Table 1 : Définitions des degrés de participation selon Hart**

|  |  |
| --- | --- |
| **Degrés** | **Descriptions** |
| **8. Les jeunes ont initié des décisions partagées avec les adultes** | Les jeunes développent des initiatives et invitent les adultes à s'impliquer dans la prise de décision pour partager leurs compétences et leur expérience. |
| **7. Les Jeunes ont initié et dirigé** | Les jeunes développent et mettent en œuvre une activité ou une initiative sans que les adultes ne jouent un rôle directeur. |
| **6. Les adultes ont initié et partagé des décisions avec les jeunes** | Les adultes ont eu l'idée initiale, mais les jeunes sont impliqués dans la planification et la mise en œuvre. Leurs points de vue sont non seulement pris en compte, mais ils sont également impliqués dans la prise de décisions. |
| **5**. **Ils ont été** c**onsultés et informés** | Un projet élaboré et géré par les adultes, mais les jeunes ont compris le processus et leurs opinions ont été sérieusement prise en compte. |
| **4. Des rôles leur ont été attribués mais ils ont été informés** | Les jeunes comprennent les intentions du projet, savent qui a pris les décisions concernant leur implication et pourquoi, ont un rôle significatif et se portent volontaires pour le projet une fois que la portée et le but du projet leur ont été clairement expliqués. |
| **3. Une forme de symbolisme** | Les jeunes ont une voix mais ont peu ou pas de choix sur le sujet ou le style de communication et peu ou pas de possibilité de formuler leurs propres opinions. |
| **2. Décoration** | Les jeunes sont habitués à « jouer » lors d'un événement pour adultes lié à un problème dont ils ont peu ou pas d'idée - c'est différent de la manipulation parce que les adultes ne prétendent pas que les jeunes inspirent la cause. |
| **1. Manipulation** | Les jeunes font ou disent ce que les adultes suggèrent de faire mais ne comprennent pas vraiment les problèmes. Ou bien on demande aux jeunes ce qu'ils pensent, et les adultes utilisent certaines des idées mais ne leur disent pas quelle influence ils ont sur la décision finale. |

Source: Roger Hart (1992)

Un autre modèle utile à considérer est le *Pathways to participation* de Harry Shier, qui s'appuie sur l'échelle de participation citoyenne de Sherry Arnstein et l'échelle de participation des enfants de Roger Hart. [[20]](#footnote-20) Ce modèle s'inspire fortement du modèle de Hart ci-dessus mais ne cherche pas à le remplacer. Au lieu de cela, il sert d'outil supplémentaire pour les praticiens, les aidant à explorer différents aspects du processus de participation. Alors que Shier mentionne que « de nombreux praticiens ont trouvé que les [niveaux inférieurs de non-participation] étaient la fonction la plus utile » de l'échelle de participation des enfants de Hart, car cela les aide à « reconnaître et à s'efforcer d'éliminer ces types de non-participation à leur propre pratique », le modèle de Shier exclut ces niveaux de fausse « pseudo-participation en faveur d'une « voie » qui illustre les méthodes que les adultes peuvent utiliser pour soutenir une progression développementale de la participation authentique des enfants et des jeunes. En éliminant les connotations négatives généralement associées aux échelons inférieurs des modèles d'échelle, l'approche de Shier offre une progression participative qui fonctionne efficacement comme un guide d'échafaudage pour les éducateurs et autres adultes travaillant avec les enfants et les jeunes.



**Est-ce que votre processus de prise de décisions vous permet de prendre en compte l’opinion des enfants ?Texte texte texte texte texte texte texte texte**

**C’est le minimum de critères que vous devez remplir si vous adhérez à la Convention des NU sur les droits de l’enfant**

Existe-t-il une procédure qui permet aux enfants de participer aux processus de prise de décisions

Existe-t-il une procédure qui permet aux enfants et aux adultes de partager le pouvoir et la responsabilité pour la décision

? **Texte texte texte texte texte texte texte texte texte texte texte texte**

Etes-vous prêt de partager votre pouvoir d’adulte avec desenfants ? 

**5. Les enfants partagent le pouvoir et la responsabilité pour la prise de décisions.**

**Etes-vous prêt à écouter les enfants ?**

**Votre méthode de travail vous permet-il d’écouter les enfants ?**

**Etes-vous prêt à encourager les** **enfants à exprimer leurs opinions ?**

**Texte texte texte texte texte texte texte texte texte texte texte texte**

**Avez-vous des idées et activités pour** **encourager les enfants à exprimer leurs opinions ?**

**Avez-vous adopté une politique qui consister à encourager les enfants à exprimer leurs opinions ?**

**Avez-vous adopté une politique qui consister à écouter les enfants ?**

**Etes-vous prêt à prendre en compte l’opinion des enfants ?**

**Existe-il une politique qui requiert que l’opinion des enfants soit dûment considérée lors des décisions ?risespermettant de Texte texte texte texte texte texte texte texte texte texte texte texte**

Etes-vous prêt à permettre aux enfants de participer aux processus de **prise de décisions**

**deons**

**Texte texte texte texte texte texte texte texte**

Existe-t-il une politique qui requiert que les enfants participent aux processus de prise de décisions ?

Existe-t-il une priorité requise pour que les enfants et les adultes partagent le pouvoir et la responsabilité pour les décisions ?

**2. Les enfants sont écoutés**

**2.** **Les enfants sont encouragés à exprimer leurs opinions.**

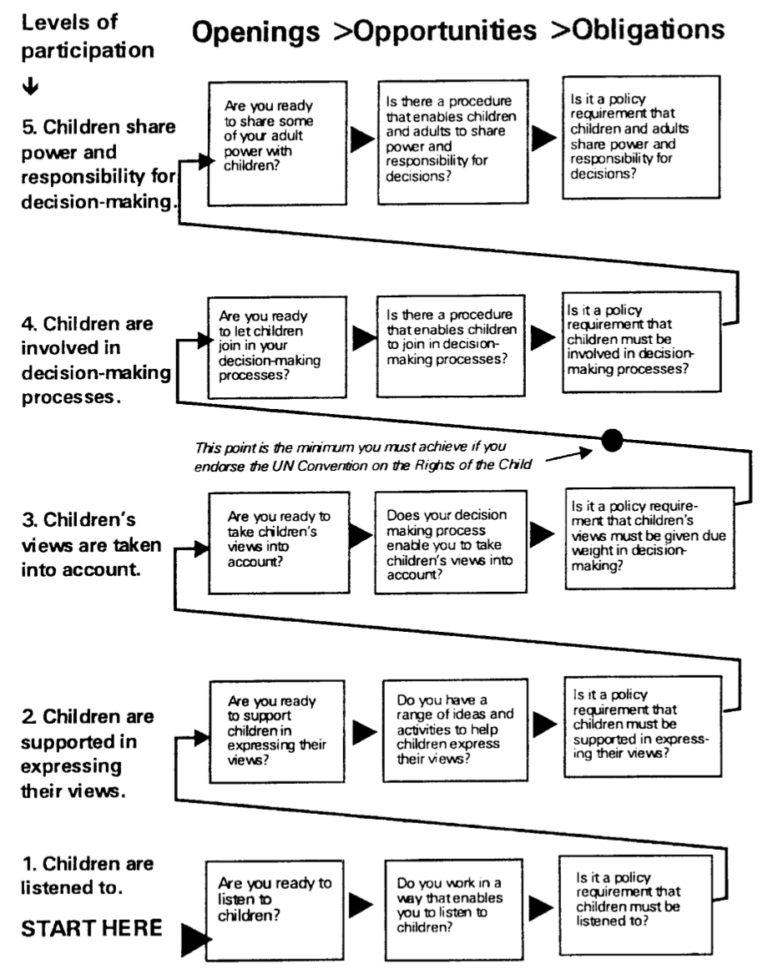
**Taux de participation**

**4.** **Les enfants participent aux processus de prise de décisions.**

**3. L’opinion des enfants est prise en compte.**

**Possibilités>Opportunités> Obligations Texte › texte texte › texte texte**

**Diagram 2: Harry Shier’s *Pathways to participation ( voies vers la participation)***



## CHAPITRE 2 : Architecture continentale et régionale pour la promotion de la participation des jeunes en Afrique

**2.1. Norme et cadre politique continentaux**

**(a) Agenda 2063**

Le cadre de croissance et de développement durable de l'UA, l'Agenda 2063, épouse l'autonomisation des jeunes. L'objectif 3 de l'Agenda 2063 envisage « une Afrique de bonne gouvernance, de démocratie et de respect des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit ». Les femmes sont intégrées dans toutes les structures de prise de décision et de gouvernance, et où les jeunes jouent un rôle de leadership. Par ailleurs, l’objectif 6 envisage un continent « dont le développement est axé sur les personnes, s'appuyant sur le potentiel des Africains, en particulier ses femmes et ses jeunes, et s'occupant des enfants ». Il aspire à ce que d'ici 2063, l'Afrique soit un continent où tous les citoyens seront activement impliqués dans la prise de décision dans tous les aspects du développement, y compris social, économique, politique et environnemental. L'Afrique sera un continent où aucun enfant, femme ou homme ne sera laissé pour compte. Dans le but d'accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2063, l'UA a conçu plusieurs programmes phares, notamment les forums annuels de dialogue politique qui rassemblent les dirigeants politiques africains, le secteur privé, les universités, la société civile, les femmes, les jeunes, les médias, la communauté et les chefs religieux pour discuter des questions liées au développement, des défis y afférents contraintes et des mesures à prendre pour réaliser l'Agenda 2063.

**(b) Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance *(ACDEG)***

Outre les dispositions du CAJ, la participation des jeunes est inscrite dans la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance de 2007 (ACDEG). L'article 31, paragraphes 1 et 2, de l'ACDEG exige des États membres qu'ils encouragent la participation des groupes sociaux ayant des besoins particuliers, y compris les jeunes et les personnes handicapées, aux processus de gouvernance. Les États parties sont en outre invités à entreprendre une éducation civique systématique et complète pour encourager la pleine participation des groupes sociaux ayant des besoins particuliers, aux processus de démocratie et de développement.

**(c) Charte Africaine de la Jeunesse (CAJ**)

La Charte Africaine de la Jeunesse (CAJ) de 2006 est un modèle pour l'autonomisation et le développement des jeunes aux niveaux continental, régional et national. L'article 11.1 prévoit que la participation des jeunes à tous les niveaux du process est un droit. [[21]](#footnote-21) Il prévoit que chaque jeune a le droit de participer à toutes les sphères de la société. L'article 11.2b de le CAJ engage les États membres de l'UA à promouvoir la participation active des jeunes et à créer des plateformes pour l'implication des jeunes dans les processus décisionnels.

**(d) Stratégie d'engagement des jeunes pour l'architecture de gouvernance africaine (AGA-YES)**

Sur la base du contexte qui précède dans le chapitre 1 ci-dessus, et consciente d'une population de jeunes croissante qui a un grand potentiel, un dynamisme, une ingéniosité, une résilience et des aspirations, l'Architecture Africaine de Gouvernance (AGA) a été mise en place grâce aux contributions des jeunes de tout le continent et â une Stratégie d'engagement des jeunes *(YES).* L*'AGA-YES* est un cadre directeur pour les organes délibérants de l'UA et les communautés économiques régionales (CER) afin d'assurer l'engagement durable des jeunes dans les processus de gouvernance démocratique dans le cadre de l'AGA. L*’AGA-YES* vise également à favoriser l'apprentissage par les pairs, le renforcement des capacités, la génération et la diffusion des connaissances, ainsi que le plaidoyer parmi les organes de décision de l'UA, les États membres, les réseaux dirigés et orientés vers les jeunes et les organisations pour un engagement accru des jeunes hommes et femmes dans les processus de gouvernance démocratique en Afrique. *L'AGA-YES* envisage un engagement significatif des jeunes dans les processus de gouvernance démocratique à trois niveaux interdépendants :

* Les jeunes en tant que leaders d'aujourd'hui et de demain peuvent créer et mener des actions, programmes et initiatives innovants sur le continent.
* Les jeunes en tant que partenaires jouant des rôles spécifiques dans la définition et la mise en œuvre d'initiatives de gouvernance démocratique en tant que partie intégrante de l'objectif global de l'AGA ; et
* Les jeunes en tant que bénéficiaires des actions, programmes et initiatives des organes de l'UA et des CER.

Les objectifs spécifiques de l'AGA-YES sont de :

1. Fournir un cadre directeur pour l'engagement de la jeunesse africaine dans le programme des valeurs partagées de l'UA dans le cadre des processus de l'AGA.
2. Faciliter l'intégration des jeunes dans les initiatives de gouvernance démocratique des membres de la Plateforme africaine de gouvernance et des États membres de l'UA.
3. Améliorer la capacité et les réseaux des organisations dirigées et orientées vers les jeunes pour faciliter un engagement significatif des jeunes dans les initiatives de gouvernance démocratique aux niveaux national, régional et continental.
4. Institutionnaliser les plateformes intergénérationnelles pour l'engagement des jeunes dans la formulation des politiques de gouvernance démocratique et les plateformes de prise de décision aux niveaux régional et continental ; et
5. Faciliter les contributions des jeunes à la recherche fondée sur des données probantes et à l'élaboration de politiques sur la gouvernance démocratique en Afrique.

**2.2 Norme et cadre politique régionaux**

Outre l'ACDEC, le CAJ et l'Agenda 2063, il existe des initiatives politiques dans les Communautés économiques régionales (CER) qui renforcent la participation des jeunes. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a fait de l'autonomisation des jeunes, une priorité dans son cadre de prévention des conflits *(ECPF).* L'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) a intégré la jeunesse dans sa stratégie régionale. La Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) a lancé une politique de la jeunesse et institué un programme d'ambassadeurs de la jeunesse pour promouvoir l'engagement des jeunes. Le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) a également intégré la participation des jeunes aux politiques, à la démocratie et au développement socio-économique dans son agenda. La Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) a développé un programme régional de renforcement des capacités des jeunes dans la gestion des associations, la prévention des crises et des conflits. Le Secrétariat général de l'Union du Maghreb arabe (UMA) a élaboré une stratégie régionale d'engagement, de participation et de plaidoyer pour consolider la voix des jeunes afin de promouvoir la paix, la sécurité et le développement durable. La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a un programme axé sur la réduction de la participation des jeunes à la violence, l'autonomisation des jeunes et l'emploi.[[22]](#footnote-22)

Malgré l'architecture continentale et régionale pour la promotion de la participation des jeunes, les preuves montrent que les États membres n'ont pas facilement permis une inclusion significative des jeunes dans les processus décisionnels. La seule contribution réservée à la jeunesse en Afrique est la mobilisation politique et non le leadership formel. Plusieurs facteurs militent contre la participation des jeunes, notamment des facteurs politiques, socio-économiques, générationnels et culturels, tel expliqué dans le chapitre 3 ci-dessous.

## CHAPITRE 3 : Facteurs inhibant la participation des jeunes (obstacles)

Il existe plusieurs obstacles à la participation des jeunes aux processus politiques et électoraux en Afrique. Certaines de ces obstacles sont invisibles car elles se manifestent principalement dans la psyché des jeunes. C'est-à-dire qu'il s'agit de limitations auto-rationnalisées où les jeunes établissent des barrières mentales et décident de ne pas participer. Par ailleurs, les obstacles visibles font de la participation des jeunes un mirage lointain, ce qui conduit la plupart des jeunes à exclure toute tentative de participation sous quelque forme que ce soit. Il existe cinq obstacles, à savoir les obstacles sociaux, culturels, économiques, politiques et autres :

**1. Obstacles sociaux**

1. **Une mauvaise éducation civique** est un facteur qui contribue au manque de participation des jeunes. Par exemple, une étude de 2002 sur l'apathie des jeunes au Botswana qui cherchait à comprendre pourquoi il y avait un faible intérêt des jeunes pour la participation politique a révélé que les jeunes considèrent la politique comme une chasse gardée des personnes âgées. De même, les jeunes pensent également que la politique est une arène où des personnes sans compétences convergent et se disputent sur des problèmes mineurs qui n'ont rien à voir avec les besoins quotidiens des gens.
2. **Analphabétisme :** Les faibles taux d'alphabétisation sur le continent affectent largement la capacité des jeunes à faire des choix éclairés sur les questions et décisions politiques. Par conséquent, les jeunes sont manipulés par les dirigeants politiques, y compris lors d'élections où les jeunes n'ont pas examiné les promesses électorales des candidats.

**2. Obstacles économiques**

1. **La pauvreté** a pour double effet de dissuader totalement la participation des jeunes aux processus politiques et électoraux ou d'encourager une participation qui n'apporte aucun avantage aux jeunes. Comme l’indique la théorie des ressources de la participation politique, pour s'engager pleinement dans les activités politiques, il faut disposer de ressources adéquates permettant un engagement total. Étant donné qu'environ 3 millions d'emplois sont créés en Afrique contre une demande annuelle comprise entre 10 et 12 millions, l’argument qui consiste à affirmer de ne pas avoir d'argent pour voter ou pour s’engager en politique devient justifiable. Lorsqu'on est confronté à un choix d'engagement ou d'économie, le résultat peut être prédit. Il s'ensuit, par conséquent, que l'impact effectif de la pauvreté peut être vu dans la manière dont elle motive une participation politique négative comme moyen de gagner sa vie. Dans un rapport sur la violence politique publié en 2011 au Kenya, Mercy Corps a constaté qu'un emploi rémunéré était un moyen de dissuasion clé contre la violence politique. Il a également été noté qu'il existe un lien entre la classe ouvrière, les jeunes pauvres et ceux à faible revenu et participant au vote et aux activités politiques traditionnelles. Alors que les pauvres sont enclins à participer aux élections, la classe moyenne participe à l'activisme politique mais moins aux élections que la population majoritaire pauvre.

La pauvreté et l'inégalité des revenus soulèvent également un problème majeur pour la participation politique. Plus les inégalités économiques dans une société sont grandes, plus il devient difficile d'avoir une participation politique égale, car les accumulations de richesses peuvent être utilisées comme une ressource importante pour déterminer les résultats politiques. Dans les cas les plus extrêmes, les riches verront les votes des pauvres comme une menace potentielle pour leurs intérêts, ce qui les justifie de manipuler ou de subvertir le processus électoral. Inversement, si les pauvres ne voient aucune perspective d'amélioration de leur sort par la participation démocratique, ils ne trouveront pas la participation digne d'être soutenue. Il ne s'agit donc pas seulement de la qualité de la participation à la démocratie, mais de sa pérennité sous toutes ses formes.

1. **Le manque d'emplois et de ressources financières** affecte la participation des individus et des organisations de jeunes aux processus politiques et électoraux. Par exemple, en Tunisie, les informations sur les nouvelles offres d'emploi sont difficiles à obtenir et sont rarement disponibles sans connexion. Dans un marché du travail caractérisé par un chômage généralisé touchant la plupart des familles, les quelques nouveaux emplois disponibles sont d'abord réservés aux parents et amis avant que les candidats réguliers ne soient pris en considération. Par conséquent, les jeunes migrent surtout des zones rurales vers les zones urbaines à la recherche d'opportunités économiques. La migration perpétue la pression sociale dans les zones urbaines qui ne peuvent absorber le nombre rapidement croissant de jeunes travailleurs non qualifiés. Les jeunes tunisiens migrent non seulement pour travailler mais aussi pour échapper à la pression sociale des communautés rurales, retardant de nombreuses décisions de vie et créant ainsi des frustrations supplémentaires chez les jeunes hommes et femmes. La migration est considérée comme traumatisante par beaucoup – un exil de la famille et de la communauté. De nombreux jeunes décrivent le fait de quitter la maison et le soutien émotionnel et matériel de la famille, des amis, du quartier et du café pour les zones urbaines comme un sacrifice plutôt que comme une aventure (Banque internationale pour la reconstruction et le développement 2014).

La participation aux processus politiques et électoraux dans certains pays implique de nombreuses ressources financières et constitue un obstacle. Par exemple, au Nigeria, les candidats à un poste politique doivent avoir beaucoup d'argent pour se présenter. Ils doivent également acheter le formulaire d'intérêt politique et un formulaire de candidature pour être lisibles pour briguer un poste politique.

1. **Défis liés aux infrastructures :** Dans certains pays, les jeunes sont apathiques car participer à des activités électorales telles que l'inscription des électeurs et le vote oblige les jeunes à parcourir de grandes distances entre les lieux d'inscription et l'endroit où ils résident. C'est difficile, compte tenu des défis économiques généraux rencontrés par les jeunes. Même dans les cas où les jeunes souhaitent participer aux processus électoraux, ils sont privés du droit de vote par la longue distance entre la résidence et les bureaux de vote et les écarts dans les listes électorales où ils ne trouvent pas leurs noms sur la liste électorale.

**3. Obstacles culturels**

**Obstacles culturels** : L'attachement à la culture traditionnelle dans la plupart des sociétés africaines définit le caractère distinctif de ces sociétés. Certaines traditions **patriarcales** africaines ont empêché les jeunes de participer aux processus politiques et électoraux. Le paysage politique est dominé par des hommes plus âgés qui ont peu de considération pour les capacités politiques des jeunes. Par exemple, au Nigeria, la relation entre les anciens (Big Boys Club) et les jeunes est quelque peu hostile. Les jeunes ont le sentiment qu'on leur refuse la possibilité légitime d'exprimer librement leurs convictions sociales et politiques. L'expérience de deux jeunes aspirants politiques, Garakilo et John, lors des élections générales kenyanes de 2013 confirme ce point de vue.

Garakilo et John espéraient représenter leurs partis, l'Alliance nationale (TNA) connue sous le nom d'Alliance du jubilé et la Coalition pour les réformes et la démocratie (CORD). Leurs espoirs ont été anéantis car ils ont dû céder la place à des politiciens âgés et politiquement connectés. [[23]](#footnote-23) La croyance rétrograde selon laquelle les jeunes ne doivent à aucun moment discuter de quoi que ce soit avec les aînés parce que c'est un signe de manque de respect les a empêchés de s'engager dans des processus politiques et électoraux. Cependant, dans de rares cas, des pays comme le Botswana ont ouvert des espaces culturels tels que le Kgotla pour l'autonomisation des jeunes. Les jeunes ont utilisé le Kgotla pour discuter des problèmes qui les concernaient. Leur engagement auprès des aînés a porté ses fruits, car les aînés sont devenus les champions de l'inclusion des jeunes.

Par ailleurs, il existe une croyance persistante dans la plupart des cultures africaines, qui consiste à affirmer que les espaces des femmes sont principalement dans les affaires domestiques *(litchen*) comme l'a noté l'un des répondants. Ces croyances culturelles ont grandement entravé et découragé la participation des jeunes femmes aux processus politiques et électoraux. Plus important encore, ces croyances ont même en quelque sorte fait croire à certaines jeunes femmes que seuls les hommes sont aptes à briguer des fonctions publiques et à livrer, comme en témoignent un certain nombre de cas où les électrices ont tendance à voter pour des candidats hommes plutôt que pour des candidates.

**4. Obstacles politiques**

1. **Hostilité politique structurelle** où les périodes électorales sont généralement traumatisantes car associées à la violence. L'hostilité politique expose les contraintes constitutionnelles où les jeunes sont persécutés et victimisés sans aucun recours malgré les dispositions constitutionnelles. Cela a souvent conduit à des déplacements internes et externes de personnes, y compris les jeunes.
2. **La marginalisation politique** a également entravé la participation des jeunes aux processus politiques et électoraux. Ce problème traverse tous les éléments du cycle électoral. Cela commence par le cadre juridique qui tend à exclure la participation des jeunes à travers le système électoral.

Les systèmes électoraux visent à atteindre des objectifs politiques directs ou indirects, notamment la restriction de la prolifération des partis, le découragement des partis ethniques et l'inclusion des groupes marginalisés tels que les femmes, les personnes handicapées et les jeunes. L'inclusion des jeunes est plus probable dans le cadre du système de représentation proportionnelle (RP) par opposition au système électoral uninominal majoritaire à un tour (SMUT). Partout sur le continent, le SMUT est souvent critiqué pour la marginalisation des minorités et des jeunes en particulier. Par ailleurs, la RP a été utilisée dans certains pays pour inclure les jeunes dans les listes des partis ou par le biais de quotas.

La marginalisation politique a également lieu en raison du manque de démocratie au sein des partis. La marginalisation est manifeste lors de l'inscription des électeurs et de la nomination des candidats où les candidatures des jeunes aux élections sont étouffées par la hiérarchie du parti. Les partis politiques créent un environnement qui n'est pas favorable aux jeunes pour contribuer à la prise de décision et défier le leadership. Pour la plupart des partis politiques, les jeunes sont utilisés comme instruments de campagne électorale où ils sont traités comme des « garçons de courses » et des levers de rideau ou des boosters de moral lors de rassemblements politiques avant que les anciens ne montent sur le podium. Dans les cas où les jeunes arrivent au parlement, il s'agit souvent d'un petit pourcentage.

La marginalisation politique parmi les jeunes doit également être vue à travers la division rurale-urbaine, car le continent africain est principalement rural. Bien que la représentation des jeunes dans certains pays se situe le plus clairement au niveau des autorités locales qui sont également majoritairement rurales, les jeunes sont privés d'une opportunité similaire de jouer un rôle proactif au niveau national et en milieu urbain.

**Les systèmes de partis dominants :** La domination du paysage politique par un parti politique et, dans certains cas, une famille conduit à l'apathie des jeunes. La suppression des voix dissidentes et la domination continue du scrutin électoral par la force ou par décret donnent aux jeunes l'impression que les élections ne changent rien et que la participation aux processus électoraux est donc considérée comme une perte de temps.

1. **L'absence de quotas pour les jeunes dans les parlements et les partis politiques** est l'un des facteurs prohibitifs ainsi qu'une voie pour la participation abusive de la jeunesse. Une tendance observable est que même là où le quota a été établi comme en Tunisie après le printemps arabe, en Ouganda où un quota pour la participation des jeunes au parlement est en place ou au Kenya où les partis politiques sont tenus de nommer des représentants des jeunes à l'Assemblée nationale, tous les partis politiques n'ont pas facilement adopté les dispositions relatives aux quotas. En termes de quotas de jeunes dans les listes de candidats des partis politiques, les partis politiques dans des pays comme le Gabon placent les jeunes candidats en dernier sur les listes des partis, ce qui rend difficile l'élection des jeunes au parlement. De plus, les partis politiques imposent à leurs membres trop âgés des postes qui devraient être occupés par les jeunes. Par conséquent, on trouve souvent des personnes âgées de plus de 40 ans comme animateurs et ministres de la jeunesse.
2. **Le manque de financement ou de programmes d'aide dirigés par le gouvernement pour aider à attirer les jeunes vers l'investissement social :** Parfois, l'absence de financement de l'intérieur affaiblit l'environnement politique et réduit les ressources pour la participation. Les organisations en Afrique recherchent de plus en plus des partenaires/financements externes et ont tendance à augmenter et à diminuer en fonction des priorités changeantes de ces donateurs externes. Parfois, ce phénomène déclenche la répression de l'espace civique sur les allégations selon lesquelles ils soutiennent des programmes étrangers et doivent être arrêtés. Cela contribue donc à rétrécir l'espace civique.

**5. Autres obstacles**

1. **Obstacles relevant du domaine numérique :** (a) Obstacles pertinents du domaine numérique : bien qu'il existe de nombreuses preuves que les jeunes sur le continent africain ont adopté les TIC pour s'engager virtuellement via les médias sociaux, il existe également une fracture numérique flagrante où certains jeunes ont accès tandis que d'autres n'y ont pas accès à ces plateformes TIC. Outre l'accès, il existe également des problèmes de capacité et de réseaux en ce qui concerne la demande, et la connaissance et de la confiance quant à l'offre. [[24]](#footnote-24) Comme l'a judicieusement déclaré Helsper (2017), « bien que l'accès à Internet sous une forme ou une autre soit quasi universel, la qualité de cet accès, les niveaux de compétences numériques, la disponibilité et l'expertise des réseaux de soutien et, surtout, les résultats de l'engagement numérique diffèrent radicalement pour les jeunes défavorisés ». [[25]](#footnote-25)
2. **Exclusions législatives :** La participation des jeunes est affectée négativement par les exclusions législatives telles que les limites d'âge. Par exemple, l'âge d'éligibilité au vote au Cameroun est de 20 ans alors que l'âge d'éligibilité pour un siège sénatorial est de 40 ans. L'article 2, paragraphe 3, de la constitution camerounaise de 1996 prévoit que les élections se déroulent au suffrage égal et secret par les citoyens âgés de 20 ans. Le Cameroun a une population d'environ 24 millions de personnes avec un âge médian d'environ 18 ans. *« Lorsque la population est divisée en deux parties, la moitié (c'est-à-dire 12 millions de personnes) a moins de 18 ans et l'autre moitié plus de 18 ans. Il y a environ 2 millions de personnes entre 18 et 20 ans. Si vous ajoutez cela à la population de moins de 18 ans, cela fait 14 millions de personnes, soit environ 60 pour cent de la population du Cameroun. Placer l'âge de vote au Cameroun à 20 ans signifie donc que seulement 40 pour cent des Camerounais ont le droit de vote ». [[26]](#footnote-26)*  Il y a un manque d'uniformité à travers le continent en ce qui concerne les limites d'âge. Par exemple, au Nigeria, les dispositions constitutionnelles qui fixent la limite d'âge pour les candidats présidentiels à 40 ans, le gouverneur à 35 ans et le membre de la Chambre des représentants à 30 ans respectivement ont déclenché un projet de loi #NotTooYoungToRun parrainé par les jeunes (voir l'étude de cas au chapitre 6) parce que les jeunes se sentaient légalement exclus de la course au pouvoir politique.
3. **Obstacles administratifs :** Les jeunes font face à plusieurs barrières administratives qui existent dans les systèmes politiques et électoraux. La plupart des gouvernements africains ont des structures d'autorité locale qui ne sont pas habilitées à prendre des décisions. L'incapacité à déléguer le pouvoir aux structures infranationales ouvre la voie à une confusion bureaucratique qui décourage la participation des jeunes. Les exigences de certains processus électoraux peuvent également limiter la participation des jeunes. Par exemple, une preuve de résidence est requise au Zimbabwe pour s'inscrire pour voter. Voici quelques-uns des documents requis.
   1. Titres de propriété ou certificat d'occupation.
   2. Un permis de séjour délivré par l'autorité compétente.
   3. Factures d’eau, d’électricité et de téléphone ou relevés de crédit du magasin sur lesquels figurent le nom et l'adresse physique du demandeur.
   4. Une déclaration du propriétaire, du parent ou de l'ami du demandeur confirmant que le demandeur réside au lieu de résidence indiqué, accompagnée de l'un des documents en a), b) ou c) au nom du propriétaire, du parent ou de l'ami ou autre personne à la résidence du demandeur.
   5. Une déclaration confirmant que le demandeur réside au lieu de résidence indiqué faite par le directeur d'une école, d'un hôpital ou d'un autre établissement public où réside le demandeur.
   6. Une déclaration confirmant que le demandeur réside au lieu de résidence indiqué faite par le propriétaire d'une mine ou au nom du propriétaire de la mine enregistré dans la région où réside le demandeur ; g) Une déclaration de l'employeur du prestataire confirmant son adresse.
   7. Une lettre de confirmation du conseiller, du chef de village, du chef ou du chef de village concerné confirmant que le demandeur réside dans le quartier où il prétend résider.
   8. Une lettre de confirmation du propriétaire de la ferme ou de l'agent d'établissement confirmant que le demandeur réside dans le quartier où il prétend résider.
   9. Une lettre d'offre prouvant que le demandeur occupe légalement le terrain auquel la lettre d'offre se rapporte.
   10. Une facture d'hôpital ou une carte de clinique ou d'hôpital ou une enveloppe avec des marques de bureau de poste reflétant l'adresse du demandeur.
   11. Un agent d'inscription des électeurs (AIE) demandera à un demandeur de prêter serment/affirmer un affidavit de résidence si le document de résidence produit par le demandeur est illisible ou s'il existe un doute raisonnable quant à l'authenticité ou à la validité du document.
   12. Un AIE doit, dans le cas d'un demandeur qui déclare ne pas être en mesure d'obtenir un document de résidence, accepter du demandeur un affidavit de résidence.

La plupart des documents requis ci-dessus ne sont pas faciles à obtenir, en particulier pour les jeunes pauvres et sans emploi qui ont migré vers les zones urbaines à la recherche d'opportunités économiques. Les obstacles administratifs peuvent également impliquer un manque de financement pour l'aide au processus d'inclusion.

1. **Manque de modèles/parrains pour les jeunes :** L'espace politique a un nombre limité de bons leaders et parrains modèles, ce qui conduit donc à la démotivation des jeunes à participer aux élections. Une tendance générale est que le rôle et l'importance des organisations de jeunesse diminuent lorsqu'il s'agit de soutenir et d'encadrer les jeunes occupant des postes de direction.
2. **Manque d’aptitude avérée en communication :** Les compétences en communication affectent la façon dont les jeunes s'expriment auprès des autres acteurs politiques ou de l'électorat en général. De faibles compétences en communication interpersonnelle affectent les jeunes lorsqu'ils présentent et expriment leurs idées ou leurs récits au reste de la société, soulignant ainsi la nécessité de développer ces compétences.
3. **Manque de capacité technique :** L'un des obstacles à la participation des jeunes est leur manque de capacité, notamment sur la manière d'interagir avec le cycle électoral. Les jeunes de certains pays ne savent pas seulement comment participer aux élections en tant que candidats, mais ils ne savent pas non plus comment s'engager avec les organes de gestion des élections (OGE). Ils ne disposent pas d'informations adéquates sur la manière de garantir que les OGE sont transparents, réceptifs, responsables, indépendants et professionnels. Les jeunes manquent également de connaissances sur les aspects techniques qui pourraient avoir un impact négatif sur le cycle électoral. Les principaux parmi eux sont les réformes électorales, l'inscription des électeurs, la délimitation des frontières, les systèmes de gestion des résultats, la gestion des litiges électoraux et les processus de sensibilisation du public.
4. **Accès à l’information :** Les jeunes n'ont pas un accès adéquat à des informations crédibles qui leur donnent la parole et la participation. Alors que les TIC ont contribué à accroître la connexion, l'engagement et l'agence des jeunes dans certaines parties du continent, l'accès à l'information via les appareils mobiles et Internet ainsi que via les sources traditionnelles n'est toujours pas suffisant pour permettre aux jeunes des zones rurales, urbaines, des cantons et, établissements informels (bidonvilles) pour se connecter et s'organiser.

*Une première barrière d'accès à l'utilisation des TIC est l'absence d'un réseau mobile ou d'un réseau Internet haut débit. Dans de nombreuses zones rurales, l'infrastructure de base pour l'accès aux TIC n'est pas encore présente... Même s'il existe un accès et une connectivité de base, tout le monde ne comprend pas ce qu'un téléphone mobile ou Internet peut faire pour eux, comment utiliser un téléphone mobile pour autre chose qu'un appel téléphonique, les types d'informations et de services qui peuvent être consultés ou fournis via un téléphone mobile ou sur Internet, ou comment ces informations peuvent être utilisées pour améliorer la vie et les moyens de subsistance… Le coût combiné d'un combiné, du temps d'antenne, des données mobiles les services, la recharge et l'électricité peuvent être très élevés, surtout pour ceux qui vivent avec moins de 2 $ par jour. Les jeunes qui sont au chômage ou qui dépendent de leurs parents peuvent être encore moins en mesure de s'offrir un accès mobile. Pour ceux qui vivent dans des régions éloignées, les frais de déplacement pour trouver un réseau et le temps passé dans un cybercafé sont élevés…[[27]](#footnote-27)*

**Barrière linguistique :** La langue a tendance à être un obstacle dans les pays ayant plusieurs langues officielles comme le Cameroun. Le manque de compétence dans l'une des langues limite les chances de participer aux élections en tant qu'agents de vote ou observateurs, ou même de diriger d'autres initiatives liées aux élections pour les jeunes. Deuxièmement, au niveau continental, les missions d'observation sont limitées par les capacités linguistiques et peuvent ne pas être en mesure de partager leurs expériences électorales continentales en raison des barrières linguistiques. Basculer facilement entre l'arabe, l'espagnol, le portugais, le swahili, le français et l'anglais n'est souvent pas facile pour la jeunesse africaine ordinaire.

## CHAPITRE 4 : Modes de participation des jeunes

Les formes de participation des jeunes varient d'un pays à l'autre. Les formes prédominantes incluent, sans s'y limiter, la création d'organisations de jeunesse, l'activisme numérique, la musique, les pétitions, les graffitis et les flash mobs.

1. **Organisations des jeunes** : La création d'organisations de jeunesse sur le continent a été essentielle pour établir une base solide pour une participation réelle et approfondie des jeunes. Les différents types et orientations des organisations de jeunesse déterminent leur efficacité dans la promotion de la participation des jeunes. Les grandes catégories de ces organisations comprennent celles qui ont une perspective communautaire, organisationnelle, économique, sociale et culturelle.
2. **Les organisations axées sur la communauté** cherchent à renforcer les capacités des jeunes par le développement du leadership, l'amélioration de la communication et la mise en place de filets de sécurité pour la mobilisation. La *Emerging Leaders Foundation* (ELF) au Kenya en est un exemple. L'ELF promeut un leadership basé sur les valeurs en adoptant une approche holistique du développement du leadership des jeunes qui associe le renforcement des capacités politiques et économiques à des formations de développement personnel et au parrain.
3. **Les organisations** **axées sur les jeunes** créent une base de ressources pour les jeunes. Il s'agit notamment des OSC qui promeuvent l'autonomisation des jeunes, l'inclusion des groupes marginalisés, en particulier les femmes et les personnes vivant avec un handicape (PVH) et la participation aux processus politiques et électoraux. Les exemples incluent la Fondation pour l’autonomisation et le développement des jeunesse *(Youth Empowerment and Transformation Trust/ YETT)* qui est une organisation de réseau de membres de jeunes promouvant la pleine participation des jeunes au développement durable par le plaidoyer et le renforcement des capacités au Zimbabwe. Le Youth Lab en Afrique du Sud est un autre exemple d'organisation de jeunesse qui fournit des plateformes aux jeunes et aux décideurs pour interagir, développer des stratégies et les exécuter.
4. **Les organisations axées sur l’économie** fournissent des compétences innovantes aux jeunes pour générer des revenus et améliorer leurs moyens de subsistance. Le Programme de la jeunesse d'Afrique australe est l'un des exemples qui traite de l'autonomisation économique des jeunes dans la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).
5. **Les organisations à vocation sociale** s'occupent de l'inclusion sociale, de **l'alphabétisation** et de la capacité des jeunes à s'engager de manière proactive dans les affaires communautaires. Par exemple, au Burkina Faso, le « balai citoyen » a, à travers sa musique, mis en place des « balayeurs civiques » (clubs de quartier pour la formation et le renforcement des capacités) à travers le pays et au-delà de ses frontières. Parmi les activités de programme de ce groupe figurent l'organisation de conférences de presse et de manifestations, la conduite de campagnes de nettoyage public et la défense de campagnes de dons de sang. [[28]](#footnote-28)
6. **Les organisations à vocation Culturelle** visent à recréer des pratiques culturelles et à redéfinir les règles, les espaces et les normes culturels pour la participation des jeunes. Bien qu'ils ne soient pas entièrement culturels, le *Youth Café* au Kenya et l'Organisation pour la jeunesse et les élections au Botswana *(OYEBO)* proposent des programmes artistiques et culturels qui renforcent la capacité des jeunes à participer aux processus politiques, électoraux et de gestion des conflits.

Les types d'organisations ci-dessus seront également abordés dans le chapitre sur le leadership, où nous examinons plus en profondeur les compétences existantes et les besoins en capacités du leadership des jeunes pour la participation aux processus électoraux et politiques.

D'autres formes de participation incluent l'activisme numérique, la musique, les pétitions, les graffitis, les clubs scolaires et les actions publiques (manifestations, etc.). Dans cette liste, les formes de participation les plus prépondérantes sur le continent sont l'activisme numérique et la musique. La jeunesse africaine n'ignore pas les autres formes de participation, c'est pourquoi nous les mentionnons in seriatim.

1. **Activisme numérique :** les organisations de jeunesse ont récemment été renforcées par des outils numériques émergents et des arts créatifs dans le cadre de l'expression et de la participation. L'activisme numérique est l'utilisation de l'espace numérique et des outils numériques pour impacter l'espace socio-politique. Les smartphones, les plateformes de médias sociaux ou les journaux numériques (blogging) sont parmi les exemples d'outils utilisés dans cette forme de participation.
2. **Blogs** : Les blogs sont l'outil d'activisme numérique qui permet de publier des opinions critiques sur Internet afin d'atteindre un large public afin de défendre une cause ou d'éduquer dans un format critique que les journaux grand public peuvent ne pas autoriser. Les blogs ne sont plus aussi importants qu'avant par rapport à l'impact des plateformes de médias sociaux telles que Twitter, Facebook, etc. Des exemples de plateformes de blogs en Afrique incluent :
   * 1. South Africa—Thought leader, by the Mail and Guardian <https://thoughtleader.co.za/category/politics/>
     2. Kenya— Ushahidi <https://www.ushahidi.com> and Elephant-<https://www.theelephant.info/>
     3. Africa-Wide—Africa Blogging <https://blogging.africa/>
3. **Plateforme numérique :** Les plateformes numériques ont donné l'opportunité d'augmenter la communication pour la participation des jeunes et de créer des récits de jeunes pour les processus politiques et électoraux dépendant de l'accès. Les plateformes numériques se présentent sous diverses formes :
4. Twitter
5. Instagram
6. FaceBook
7. Tiktok
8. WhatsApp
9. Telegram
10. LinkedIn

Les médias sociaux et les plateformes numériques ont accru l'activisme numérique des jeunes et, dans certains cas, remplacé les réunions physiques. Par exemple, un aspect important des médias sociaux est l'utilisation d’hashtags comme moyen d'organisation. Les exemples incluent les #FeesMustFAll en Afrique du Sud, #BringBackOurGirls au Nigeria, #CongoIsBleeding en République démocratique du Congo (RDC), #ZimbabweanLivesMatter au Zimbabwe et #ShutItAllDown en Namibie.

Un avantage clé de l’Hashtag est la capacité de mobiliser et de diffuser des messages rapidement. Il sert également de référentiel où l'on peut revenir et rechercher une cause spécifique, se renseigner sur les problèmes et ajouter leur voix. Le mouvement #FeesMustFall de 2016 en Afrique du Sud a souligné comment un hashtag a fonctionné pour créer un élan de jeunesse contre une augmentation des frais universitaires de 10,5% qui aurait exclu la majorité des étudiants pauvres. À sa création, ce mouvement a été qualifié d'entité voyou avec des nuances suggérant qu'il cherchait à perturber les conférences. Ces hypothèses ont été effacées par une pression et une mobilisation soutenue et ciblée. [[29]](#footnote-29) La répression des plateformes numériques par la fermeture d'Internet et les actions de protestation en Afrique pendant les élections est révélatrice de l'efficacité de ce média. Les fermetures ont incité l'utilisation créative des réseaux privés virtuels (VPN) pour contourner les restrictions. [[30]](#footnote-30)

1. **Musique :** La musique est une forme critique de participation politique (des jeunes) qui a conduit à des actions de masse, comme cela a été le cas en Ouganda, où Bobi Wine, un député ougandais de 38 ans, a utilisé la musique pour mobiliser un soutien populaire pour son candidature présidentielle aux prochaines élections générales de 2021. Ses paroles musicales qui abordent les problèmes sociaux et la sensibilisation à la santé ont créé un grand poids social et un attrait à son sujet, ce qui est la clé de son concours pour un poste politique. [[31]](#footnote-31)
2. **Manifestations et pétitions :** L'une des formes efficaces de participation des jeunes dans des contextes politiques, sociaux et économiques est la manifestation. Depuis les premières années de politique étudiante active qui ont vu la libération du continent jusqu'à l'ère post-indépendance, les manifestations ont permis aux jeunes d'exprimer leur voix et leur choix tout en repoussant les limites de la responsabilité et du changement. Le printemps arabe de 2011 et les manifestations au Togo en 2017-2018, au Soudan en 2019 et au Malawi en 2020 pour n'en citer que quelques-uns, en sont des exemples. D'un autre côté, **les pétitions** qui ont leur fondement dans l'action de protestation ont également été un outil utile pour encourager et solliciter la participation massive des jeunes. Ils servent à accroître l'engagement ou à canaliser les griefs. Avec l'évolution d'Internet, les pétitions ont évolué vers les espaces en ligne via les pétitions électroniques, en particulier en raison de leur attribut d'anonymat en raison de problèmes de sécurité. L'attribut commun des pétitions et des pétitions électroniques est qu'elles servent toutes deux à solliciter un soutien par le biais de signatures ou d'apparence physique àun endroit.
3. **Graffitis ou peintures murales :** Les graffitis ou peintures murales sont une activité qui est normalement considérée comme du vandalisme car cela implique la pulvérisation de messages ou de diagrammes sur des sections de la propriété publique pour communiquer une cause. Cette forme d'expression se déroule couramment la nuit, faisant de la signature le seul moyen d'identifier l'auteur/artiste. Dans le cadre africain, cela se fait normalement avec une inspiration artistique et non à des fins politiques comme en Europe et dans les Amériques.
4. **Manifestations impromptues :** Il s'agit d'une action publique qui n'est généralement pas planifiée en réaction à une évolution politique, et elle se déroule assez rapidement. Par exemple, en janvier 2011, un vendeur ambulant tunisien, Mohamed Bouazizi s'est immolé pour protester contre le harcèlement de la police après que la police a tenté de fermer son entreprise sans aucun recours. Le suicide de Bouazizi a déclenché une manifestation impromptue en Tunisie avec un effet d'entraînement dans le reste du monde arabe. Les manifestations ont conduit au renversement du président tunisien Zine al-Abidine Ben Ali. Dans la foulée de la révolution tunisienne, des manifestations ont eu lieu à Bahreïn, en Jordanie ; Koweït, Libye et Yémen. Dans ces pays et ailleurs sur le continent, les conflits semblent avoir inauguré des réformes qui ont offert des opportunités d'inclusion des jeunes, bien qu'à des degrés divers.

# DEUXIEME PARTIE

# STRATEGIES POUR LA PARTICIPATION DES JEUNES

Cette partie du guide présente des stratégies qui augmenteront la participation des jeunes dans tous les secteurs de la communauté, qu'ils soient sociaux, éducatifs, culturels, économiques et politiques. Il s'articule autour de trois grands objectifs à savoir:

* Accroître la participation des jeunes aux processus électoraux et politiques.
* Donner aux individus et aux organisations de jeunesse les moyens d'acquérir des connaissances.
* Permettre une intégration plus poussée des groupes de jeunes (18-35 ans).

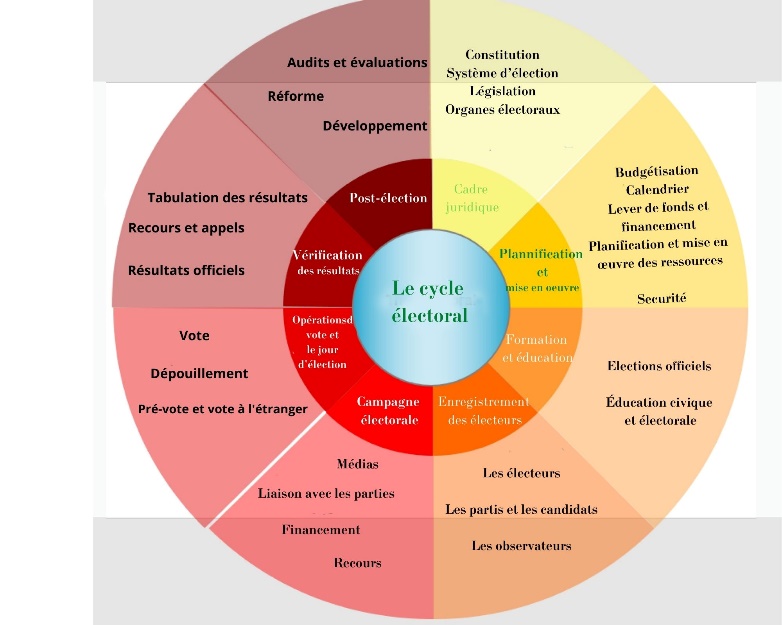
Il est important pour les jeunes de noter que chaque stratégie de participation des jeunes doit être spécifique au contexte. Il doit être adapté aux circonstances sociales, géographiques, culturelles et politiques locales, et il n'existe pas de stratégie ou d'approche standard pouvant être reproduite partout sur le continent.

Les chapitres suivants présentent des études de cas d'organisations de jeunesse en Afrique pour illustrer les stratégies entreprises pour la participation des jeunes. En raison de l'espace limité, toutes les stratégies suggérées dans les différentes sections et chapitres n'ont pas d'études de cas.

## CHAPITRE 5: Participation des jeunes au cycle électoral

**Objectif :** Renforcer les capacités des jeunes et des organisations de jeunesse à explorer des moyens créatifs d'augmenter et de maintenir leur valeur participative tout au long du cycle électoral.

Les élections sont un processus composé de trois phases cycliques entrelacées (pré-électorale, électorale et post-électorale) et de sous-composantes. Différents acteurs, y compris les jeunes, doivent participer à l'élaboration des différentes composantes du cycle électoral. La concentration excessive des jeunes sur l'activité le jour du scrutin les a fait perdre des processus importants avant et après les élections qui définissent réellement le résultat des élections. Pour ajouter de la valeur au processus électoral, les jeunes doivent comprendre et se familiariser avec le cycle électoral pour permettre une participation effective.



**Stratégies possible**

1. **Processus de réformes électorales :** En identifiant les lacunes dans les différentes composantes du cycle électoral, en engageant un dialogue avec l'Organe de gestion des élections (OGE) et d'autres acteurs clés tels que le parlement, le ministère de la Jeunesse et les partis politiques sur les interventions possibles pour garantir l'intégrité électorale. Les jeunes peuvent également plaider en faveur de l'inclusion dans la gestion et le cycle des élections par l'OGE. Les jeunes peuvent également s'engager dans des réformes juridiques pour combler les lacunes telles que les quotas de participation des jeunes.
2. **Délimitation des frontières :** en participant aux consultations des parties prenantes sur la délimitation des circonscriptions électorales, les jeunes peuvent :
3. Mener des recherches sur les limites des élections et collaborer avec l'OGE pour s'assurer que la délimitation est effectuée en utilisant un critère objectif qui garantit la transparence, l'équité, l'impartialité et l'intégrité de l'exercice.
4. Collaborer avec l'OGE dans le cadre d'un programme de sensibilisation du public en se concentrant particulièrement sur les jeunes dans différentes communautés afin qu'ils comprennent comment les limites proposées les affectent en termes de prestation de services.
5. Mener un exercice de cartographie des points chauds du conflit concernant la délimitation des frontières et organiser de manière proactive une formation ciblant les jeunes dans ces zones afin de prévenir d'éventuels conflits communautaires.
6. **Education civique et électorale** **(ECE)** : En s'attaquant à l'obstacle qui entrave la participation des jeunes en promouvant la connaissance et la compréhension de la démocratie et de la démocratie électorale.

Les concepteurs d'un programme ECE doivent indiquer s'il s'agit d'un programme général ou ciblé. Un programme général cherche à créer des citoyens démocratiques, met l'accent sur le changement des connaissances et des valeurs, est plus typique de la réforme démocratique de l'éducation, des connaissances civiques générales et de certains programmes axés sur les problèmes. Par contre, un programme ciblé cherche à créer des comportements démocratiques liés à des problèmes spécifiques, met l'accent sur la motivation et la mobilisation, est plus pratique dans son orientation et typique de l'éducation des électeurs[[32]](#footnote-32) et du processus électoral.

Les activités ECE spécifiques peuvent inclure :

1. Identifier les zones où la participation des jeunes aux élections est faible et organiser des spectacles de rue portant sur l’ECE dans ces zones pour motiver les jeunes à participer.
2. Organiser une formation pour les jeunes pour leur permettre de se présenter à des postes électifs aux niveaux local, régional et national. Une telle formation doit inclure les rôles et les responsabilités d'un membre du Parlement (MP) ou d'un membre des législatures provinciales, de comté et locales. Les dispositions juridiques et institutionnelles relatives aux représentants publics élus dans toutes les sphères de gouvernement.
3. Former des partenariats avec l'OGE, les OSC et les entreprises pour amplifier le message ECE et maximiser les ressources limitées.
4. Développer des supports de sensibilisation ECE et les présenter de manière innovante et attractive pour le groupe cible. Cela peut également inclure l'utilisation de plateformes numériques telles que Facebook et Twitter.
5. **Campagnes d'inscription des électeurs :** En incitant les jeunes qui sont éligibles à s'inscrire pour augmenter la participation des jeunes et contribuer à la participation globale des électeurs. Cela consiste à :
6. Mener des enquêtes pour évaluer les obstacles et les inhibiteurs à la participation des jeunes à l'inscription des électeurs et impliquer l'OGE et les parties prenantes concernées pour éliminer les obstacles.
7. Former les jeunes aux processus et procédures d'inscription des électeurs et créer un bassin suffisant pour être recrutés comme agents d'inscription des électeurs par l'OGE.
8. Développer des messages de campagne d'inscription des électeurs et utiliser les plateformes médiatiques traditionnelles et modernes pour atteindre les jeunes dans tout le pays.
9. Le partenariat avec l'OGE et les OSC dans le cadre d'initiatives d'inscription des électeurs pour garantir des messages et des approches appropriés aux jeunes.
10. **Gestion des conflits** : En exploitant le potentiel des jeunes pour atténuer les conflits liés aux élections. Les jeunes sont à la fois les victimes et les auteurs de conflits violents pendant les élections, ils doivent donc :
11. Mener un exercice de cartographie des conflits sur le cycle électoral pour identifier les déclencheurs et les acteurs potentiels des conflits.
12. Développer un programme de gestion des conflits axé sur les jeunes pour la période pré-électorale, électorale et post-électorale.
13. Organiser un programme d'échange d'apprentissage entre pairs dans toutes les provinces et avec les jeunes d'autres pays pour tirer les meilleures pratiques de la gestion des conflits liés aux élections.
14. Organiser une formation de formation des formateurs sur la gestion des conflits afin de constituer un réservoir de gestionnaires de conflits à travers le pays.
15. **Sondage et observation des élections** **:** En participant à la gestion des processus de vote. Il s’agit de :
    1. Créer un pool d'agents électoraux potentiels en formant les jeunes aux processus et procédures pré-vote, électoral et post-vote et en mettant ce pool formé à la disposition de l'OGE pour un éventuel recrutement en tant que personnel électoral temporaire.
    2. Formation et déploiement de jeunes en tant qu'observateurs électoraux nationaux pour renforcer la responsabilité et l'intégrité des élections.
16. **Bilan postélectoral :** En évaluant le cycle électoral en termes de ce qui a fonctionné et de ce qui n'a pas fonctionné. Concrètement, le jeune doit :
17. Evaluer si le processus électoral était conforme au cadre juridique et au code de conduite du pays, aux critères de référence régionaux, continentaux et internationaux pour des élections crédibles et suggérer des mesures à prendre pour relever les défis.
18. Mener une analyse comparative des rapports d'observation nationaux, régionaux, continentaux et internationaux sur l'élection et compiler un ensemble de recommandations clés à prendre en compte avec l'OGE et les principales parties prenantes.
19. Développer un outil de tableau de bord pour suivre les progrès sur les défis identifiés et organiser des réunions de suivi constructives avec l'OGE et d'autres parties prenantes clés pour assurer la responsabilité.

**Etude de cas: Programme des organes chargés du scrutin—** **Fondation pour l’autonomisation et le développement des jeunes (YETT) (Zimbabwe)**

**Problème**: Faible participation des jeunes au processus électoral, en particulier lors du processus d'enregistrement biométrique des électeurs (BVR) qui a été introduit pour la première fois à l'approche des élections de 2018. Le BVR a été le premier système d'inscription systématique des électeurs du pays. Cependant, les jeunes étaient sceptiques quant à sa crédibilité et ignoraient généralement les exigences et la période d'enregistrement. Ils n'étaient pas non plus bien informés du processus électoral, notamment des raisons pour lesquelles ils devaient voter, de la différence entre le vote dans les quartiers et dans les bureaux de vote et lequel des deux serait utilisé pour les élections de 2018.

**Stratégie**: Utilisation de plateformes médiatiques traditionnelles et modernes pour renforcer la participation active, positive et pacifique des jeunes au processus électoral de 2018. Cela a nécessité plusieurs initiatives.

Mener une ECE sur l'inscription des électeurs à travers les organisations membres du réseau YETT, des partenariats avec d'autres ONG axées sur les élections, la collaboration avec la Commission électorale du Zimbabwe (ZEC). Tout au long du processus d'inscription des électeurs par étapes, les jeunes ont été mis au défi de s'inscrire pour voter.

Conceptualisation de l'initiative « Ballot Buddies » qui ciblait les jeunes éligibles pour voter aux élections de 2018. Activités incluses :

utilisation de créneaux radio, en particulier sur les stations de radio provinciales en dehors de Harare telles que Hevoi FM (Masvingo), 98.4 FM Midlands, Patsaka-Nyami-Nyami FM (Kariba), Breeze FM (Victoria Falls) pour discuter du système BVR et du processus électoral en tant que ensemble.

organisation d'appels radio lors de sessions où les jeunes ont été sensibilisés au système BVR et encouragés à amener leurs amis aux urnes le jour du scrutin.

Production d'émissions radiophoniques de sketchs de dessins animés mettant en scène différents scénarios où un ami peut encourager un autre ami à aller voter.

**Résultats**: Augmentation de l'inscription des jeunes sur les listes électorales. Il y avait 2 376 000 jeunes inscrits pour les élections de 2018, en partie à cause de cette intervention. C'était sur un total de 5 788 770 électeurs inscrits dans tout le pays.

agence jeunesse renforcée en termes de volonté et de capacité des jeunes à agir individuellement et collectivement dans l'exercice de leur droit démocratique de s'inscrire sur les listes électorales et de voter.

Une plus grande portée de la campagne Ballot Buddies par le biais du Ballot Buddies Radio Program et des radios communautaires.

**Leçons**: L'utilisation de méthodes de messagerie et de plateformes appropriées auxquelles les jeunes peuvent s'identifier augmente la réception du message, ce qui entraîne une participation accrue. La réponse massive des jeunes à l'initiative Ballot Buddies en est un bon exemple.

L'augmentation du nombre de jeunes participants n'est qu'une partie du puzzle. L'autre est d'assurer une haute qualité de leur participation à travers le renforcement des capacités. Sinon, les jeunes deviennent vulnérables aux abus des élites politiques.

Soutenir les organisations de jeunesse par le biais de la collaboration avec les organisations en réseau renforce la voix des jeunes et garantit une utilisation efficace des ressources financières limitées.

Cibler les organisations de jeunesse doit impliquer de travailler à travers des réseaux communautaires car ceux-ci sont les plus proches des communautés et n'ont donc pas de difficultés à accéder aux communautés. De tels réseaux sont également essentiels pour les activités nationales d'observation des élections.

|  |
| --- |
| ***Observations pertinentes***   * *L'alphabétisation des citoyens est essentielle pour assurer une participation effective des jeunes. Les jeunes doivent comprendre la démocratie électorale, les droits des citoyens, les différents aspects du processus électoral afin qu'ils sachent ce qui fonctionne, ce qui ne fonctionne pas et ce qui doit être fait.* * *Les élections comprennent les acteurs électoraux interdépendants et il est important de définir leurs différents rôles et responsabilités et avec qui interagir pendant le cycle électoral.* * *La mobilisation des jeunes en grand nombre doit aussi prêter attention à l'aspect tout aussi important de la qualité de leur participation.* * *Lors de l'utilisation d'une stratégie de plateformes numériques, soyez conscient de la fracture rurale-urbaine en termes de conditions économiques des jeunes. Par conséquent, de par sa conception, la stratégie doit prendre en compte les secteurs défavorisés de la société en termes de coûts abordables et d'accès aux plateformes numériques.* * *La participation des jeunes doit être continue tout au long du cycle électoral pour garantir que les jeunes ajoutent une valeur maximale au cycle électoral. Cela garantira qu'ils ne sont pas vulnérables à la manipulation par l'élite politique.* * *Les jeunes ont des responsabilités concurrentes telles que la participation aux processus électoraux et politiques par rapport aux réalités quotidiennes pour les moyens de subsistance. Par exemple, les jeunes ruraux doivent participer à des activités agricoles et ne peuvent donc pas participer aux activités ECE prévues. En tant que tel, le calendrier de ces activités doit tenir compte de cette réalité et des facteurs météorologiques tels que les saisons des pluies et les périodes hivernales afin de maximiser la participation. Ne pas en tenir compte dans la planification peut entraîner une augmentation des coûts et des délais, car certains événements peuvent être annulés en raison de l'indisponibilité des participants.* |

## CHAPITRE 6 : Accès des jeunes à l’information lors des processus politique et électoral

**Objectif :** Améliorer la compréhension des jeunes des défis liés à (a) l'accès aux connaissances pertinentes, (b) les espaces et les plateformes de participation politique, (c) le genre, le handicap et la culture pour relever ces défis de manière créative et accroître la participation aux processus politiques et électoraux.

Pour participer efficacement aux processus politiques et électoraux, les jeunes doivent recevoir les outils appropriés tels que l'éducation et l'accès à des informations crédibles et nécessaires qui leur permettent de :

(a) comprendre leur rôle dans le discours national socio-politique.

(b) comprendre les actions qui peuvent être significatives pour leur participation.

**Stratégies possibles :**

Ces stratégies sont : l'utilisation des plateformes numériques, l'utilisation des médias traditionnels et l'utilisation des plateformes communautaires. Tous ces éléments répondent (i) au besoin d'information (ii) donner la parole aux jeunes et (iii) fournir des plateformes pour que les jeunes aient une voix.

1. **Utilisation de plateformes numériques :** Les plateformes numériques ont permis aux jeunes d'accéder à la voix et de participer aux processus politiques et électoraux. Les jeunes et d'autres personnes ordinairement marginalisées ont tiré parti des plateformes de technologie numérique pour demander des comptes aux institutions. Ils utilisent des outils tels que des smartphones, des iPads, des tablettes PC, des ordinateurs portables et des ordinateurs de bureau. Par exemple, pour toucher un large public de jeunes afin de les rallier à un objectif particulier, l'un des moyens de communication les plus efficaces consiste à envoyer un message sur les réseaux sociaux avec un hashtag ciblé. L'utilisation des plateformes numériques a accru la mise en réseau et la solidarité des jeunes de la société civile.

En plus de donner la parole, la stratégie des plateformes numériques assure également la diffusion d'informations vitales comme cela a été vu au Nigeria où l'utilisation du hashtag #EndSars en 2020 a conduit à une mobilisation rapide et en temps réel aboutissant à une action publique réussie au Nigeria. Les Nigérians, la diaspora et le reste du monde ont suivi l’hashtag sur les réseaux sociaux et ont pu trouver des informations sur le début de la manifestation publique, ce qui se passait à l'épicentre de la manifestation et ailleurs dans le pays, et qui étaient les acteurs impliqués dans la protestation. De plus, les individus pouvaient ajouter leur voix en faveur de la manifestation publique ou contre elle en utilisant le même hashtag.

**Etude de cas : #NotTooYoungToRun campaign-YIAGA Africa (Nigeria)**

**Problème** : Exclusion législative des jeunes de la compétition électorale pour les postes de président, à la Chambre des représentants et à la Chambre de l'Assemblée de l'État.

**Stratégie** : Utilisation de plateformes numériques et mise à profit du pouvoir du nombre de jeunes pour faire corriger les politiques d'exclusion dans la constitution. Les activités de la campagne #NotTooYoungToRun comprenaient : (a) le lobbying du parlement via les plateformes physiques et numériques. (b) mener une éducation civique sur l'inscription des électeurs et offrir des informations sur la façon de s'inscrire sur les listes électorales. (c) Utiliser des hashtags accrocheurs pour mobiliser les jeunes à s'inscrire pour voter, vérifier leur statut d'inscription et voter le jour du scrutin.

**Résultats**:

#NotTooYoungToRun Loi du parlement qui a été adoptée le 31 mai 2018 pour réduire la barrière d'âge pour les jeunes pour se présenter et occuper un poste politique électif.

En raison de la promulgation de la loi #PasTooYoungToRun, les jeunes ont pu briguer des postes électifs et il y a eu depuis une augmentation du nombre de jeunes parlementaires.

Escalade du #NotTooYoungToRun au niveau mondial par l'ONU.

Demande accrue d'inclusion des jeunes dans d'autres espaces en dehors de la politique. La loi #NotTooYoungToRun est utilisée comme référence pour promouvoir l'inclusion des jeunes.

**Leçons**:

L'utilisation des médias sociaux, des messages et des campagnes peut toucher un public plus large, ce qui permet un soutien plus fort à l'action publique et à la coordination.

Le succès de l'utilisation de la stratégie des plateformes numériques dépend de la manière dont les questions de diversité religieuse, politique et autres sont gérées parmi les groupes de jeunes. Aucun effort ne doit être épargné pour que chacun se rallie à la cause malgré la diversité.

L'identification de champions tels que le Président du Parlement et la collaboration avec les partis politiques et l'Exécutif ont donné de la crédibilité à la campagne #PasTooYoungToRun.

|  |
| --- |
| **Observations pertinentes**   * *Les initiatives appelant au changement sont souvent perçues et interprétées comme une confrontation par certaines élites politiques. Par conséquent, il est nécessaire d'adopter des méthodes d'engagement non menaçantes afin que la valeur ajoutée de l'initiative soit reconnue.* * *L'alphabétisation numérique est une condition préalable au succès de la stratégie des plateformes numériques. Le manque de culture numérique peut briser la stratégie des plateformes numériques.* * *Les questions de gouvernance et d'élections comprennent les aspects d'engagement politique et l'élément de solutions. Par conséquent, les hashtags ne sont pas nécessairement une panacée pour tout. Il peut y avoir des cas où ils ne sont pas efficaces seuls.* * *La connectivité mobile est essentielle pour l'accès numérique. Cependant, d'autres innovations doivent être adoptées lorsque les applications peuvent fonctionner à la fois en mode en ligne et hors ligne pour contourner les problèmes de connectivité.* |

1. **Utilisation des médias traditionnels :** Les médias traditionnels n'ont pas perdu leur flair, en particulier pour surmonter les obstacles à l'accès. La télévision, les journaux et la radio restent importants pour permettre aux communautés d'accéder à l'information, de prendre des décisions éclairées et de participer aux processus politiques et électoraux. C'est d'autant plus vrai dans les communautés où l'infrastructure des communications numériques est médiocre, les taux d'analphabétisme élevés et la démographie rurale. Pendant les élections, les médias traditionnels, en particulier la radio et la télévision, ont diffusé les programmes de sensibilisation de l'OGE et les messages de campagne des partis politiques à travers des jingles et des sketches.

De la même manière, les médias traditionnels ont été utilisés par des organisations dirigées par des jeunes pour encourager le vote et la participation civique. Par exemple, en Tanzanie, la *Youth Coalition* (TYC) a utilisé la télévision et la radio comme un outil efficace pour atteindre différents groupes de jeunes dans toutes les circonscriptions afin de les encourager à participer aux processus électoraux. Les programmes de sensibilisation utilisaient des publicités contextuelles à la télévision et à la radio pour transmettre les messages. Le programme a contribué à une augmentation de la participation électorale lors des élections générales de 2020.

|  |
| --- |
| **Observations pertinentes**   * *Bien que ces moyens traditionnels de donner accès soient efficaces, il est nécessaire d'explorer d'abord les moyens que les jeunes considèrent comme efficaces ou crédibles dans cet environnement avant de mettre en œuvre la stratégie. Une campagne élaborée à la télévision ou à la radio sans les auditeurs ou téléspectateurs serait inefficace.* * *Le soutien à la participation des jeunes par le biais des médias traditionnels doit passer par une campagne d'alphabétisation constitutionnelle. En effet, la plupart des jeunes ne sont pas conscients de leurs droits constitutionnels et de la manière dont ils pourraient se créer un espace pour exercer ces droits et exiger des comptes et des services. Les institutions de gouvernance sont également aux prises avec la séparation des pouvoirs. Cela affecte l'intérêt et la capacité des citoyens à utiliser leur libre arbitre.* * *Le soutien des infrastructures est insuffisant pour la participation des jeunes vivant avec un handicap. Par conséquent, les questions d'accès doivent inclure, entre autres, la mise à disposition d'infrastructures sous forme de transport pour ceux qui ne peuvent pas marcher, du matériel d'éducation électorale en braille ou en langue des signes pour que les sourds puissent s'inscrire et voter.* |

1. **Plateformes communautaires :** Les plateformes de dialogue intergénérationnel ont permis aux jeunes d'accéder à des espaces qu'ils n'auraient normalement pas atteints. Les plateformes facilitent l'interaction entre les jeunes et les aînés et éliminent les préjugés liés à l'âge. Grâce à ces plateformes, les jeunes ont pu afficher la valeur de leurs opinions et ont ainsi eu accès à des plateformes de leadership avec le soutien des aînés. Par exemple :

* Les jeunes du Botswana ont utilisé des plateformes de leadership traditionnel telles que le Kgotla pour mettre en évidence les défis auxquels les jeunes sont confrontés. Le Kgotla est un espace public traditionnel où un village ou une communauté se réunissent pour discuter des problèmes communautaires ou pour traiter des procédures judiciaires traditionnelles. Le gouvernement et les partis politiques utilisent également ces espaces pour s'adresser aux communautés. Cela a conduit à accorder plus d'attention aux problèmes des jeunes et à certains chefs traditionnels de devenir des champions des questions liées aux jeunes.
* Au Cameroun, une organisation dirigée par des jeunes, le Réseau pour la solidarité, l'autonomisation et la transformation pour tous (NEWSETA) a facilité les « Échanges honorables » - des consultations publiques où les jeunes se rencontrent face à face avec les membres du Parlement (députés) pour discuter de questions telles que lie fait de ramener l'âge de vote au Cameroun de 20 à 18 ans. Compte tenu de l'augmentation de la désinformation à travers les médias au Cameroun, des sessions de plates-formes publiques similaires ont été organisées pour que les journalistes échangent avec les députés afin que les jeunes puissent consommer des informations précises. Des festivals du mélange culturel (CUBLEF) ont également été organisés pour promouvoir la paix en exploitant la diversité culturelle pour renforcer la cohésion sociale. Différents intervenants locaux et internationaux ont été invités à partager leurs expériences en matière de consolidation de la paix.
* En Tunisie, *Jeunesse sans frontières* a mené des campagnes en face-à-face dans les espaces publics tels que les rues, les marchés, les terminus de bus et les stades pour s'engager avec des milliers de jeunes avant les élections. Pour tirer le maximum de valeur de cette stratégie, cette intervention a été entreprise pendant la période où il y avait beaucoup de monde dans ces espaces, surtout le week-end. En plus d'obtenir des commentaires sur les jeunes pendant les campagnes, l'organisation a également distribué des supports ECE pour les responsabiliser grâce à l’accès à l’information.

Il est important de noter que les jeunes n'ont généralement pas accès aux espaces de pouvoir basés sur des notions préconçues selon lesquelles les jeunes sont une cohorte destructrice. Les plateformes intergénérationnelles ont joué un rôle important dans l'identification des jeunes pour le leadership et le parrainage. Cela a incité d'autres jeunes à chercher à obtenir l'accès pour participer aux processus politique et électoral.

**Etude de cas : Plateformes communautaires Sharekna** (**Tunisie**)

**Problème** :

Manque de voix et de points de vue des jeunes sur les problèmes communautaires et nationaux. Prévalence de l'extrémisme violent (EV) en Tunisie.

**Stratégie** : Utiliser les plateformes communautaires traditionnelles pour mettre en évidence les défis des jeunes dans le cadre de l'initiative d'éducation civique et électorale (ECE) de Sharekna. Sharekna est un mot arabe pour « participer/travailler avec nous ». Lancé au lendemain de la révolution de 2011, le projet Sharekna favorise la cohésion sociale et la résilience des communautés face au stress politique et économique dans les communautés. Activités incluses :

Identifier les défis au niveau communautaire (cartographie communautaire, par les jeunes pour les jeunes), y compris l'extrémisme violent à travers des discussions de groupe (FGD) et formuler des réponses concrètes à ces défis.

Convoquer divers groupes de jeunes de la communauté et d'autres intervenants pour établir des relations et des réseaux.

Renforcer la capacité de la société civile à collaborer avec les jeunes et la communauté pour relever les défis.

**Résultats**:

Une attention accrue aux problèmes liés aux jeunes et le fait que les aînés de la communauté deviennent des champions des causes liées aux jeunes.

Amélioration de la résilience et de l'inclusion politique des jeunes dans les communautés tunisiennes telles que Douar Hicher et Cité Ettadhamen.

Collaboration continue entre les communautés basées sur le sens développé de l'appropriation de l'activité du programme étant donné qu'elles faisaient partie intégrante de toutes les activités.

**Leçons**:

Le fait que les jeunes affichent la valeur de leurs opinions de manière non provocatrice sur des plateformes où leurs voix sont systématiquement absentes permet un accès et une réception pour une participation accrue.

L'engagement au niveau communautaire sur les questions fondamentales de subsistance peut obtenir un plus grand soutien pour d'autres activités de programme de nature politique parce que les besoins fondamentaux auraient été satisfaits.

Le partenariat avec les plateformes communautaires garantit non seulement l'accès, mais aussi l'appropriation locale et la durabilité des efforts visant à améliorer la participation des jeunes.

|  |
| --- |
| **Observations pertinentes**   * *Les stratégies d'accès reposent sur des collaborations avec des individus et des plateformes. Par conséquent, il est nécessaire d'avoir une stratégie de collaboration en place et une cohorte d'individus ou d'organisations qui peuvent attester de la crédibilité des jeunes au lieu de compter sur eux pour justifier leur accès.* * *Certaines plateformes publiques sont très traditionnelles et dominées par des hommes âgés et présentent donc certains protocoles patriarcaux en termes de règles d'engagement, d'organisation des séances et quand et quand ne pas exprimer une opinion. Il peut même y avoir des règles fondées sur la culture qui ne sont pas sensibles au genre, telles que l'interdiction aux femmes de parler ou la prescription du code vestimentaire féminin comme condition préalable à l'accès à ces plateformes publiques. Les jeunes doivent être préparés à savoir comment les surmonter même après avoir eu accès à de telles plateformes.* |

## CHAPITRE 7 : Lever les obstacles à la participation des jeunes

**Objectif :** Renforcer la capacité des jeunes à repérer les obstacles et à créer des alternatives pour participer aux processus politiques et électoraux en tant que représentants du public et en tant qu'électeurs.

Comme indiqué au chapitre 6, l'accès est un pilier essentiel de la participation des jeunes aux processus politiques et électoraux. Cependant, les jeunes font face à des obstacles qui interfèrent avec leur accès à leurs droits civiques et ils doivent donc créer des moyens innovants pour briser les barrières.

**Stratégies possibles:**

1. **Développer des programmes de renforcement des capacités pour les jeunes**

**Introduction de programmes formels pour les jeunes**

Le renforcement des capacités est essentiel pour lever les obstacles qui entravent la participation des jeunes aux processus politiques et électoraux. Les actions peuvent inclure l'introduction d'un programme d'éducation civique et politique dans le système éducatif formel. Un tel programme est essentiel pour assurer que les jeunes comprennent ce que cela signifie d'être des citoyens et quelle doit être leur contribution dans leur communauté et leur pays.

**1.2 Introduction de programmes non formels ciblant les jeunes politiquement actifs**

Comme indiqué dans la partie introductive de ce guide, les jeunes trouvent des moyens alternatifs de participer aux processus politiques et électoraux dans des espaces informels. Cependant, les partis politiques détiennent toujours le pouvoir politique et, par conséquent, les jeunes doivent être intégrés dans les partis politiques dans une approche holistique de leur participation. Une formation ciblée pour les jeunes dans les partis politiques doit être développée pour s'assurer que les jeunes comprennent leurs droits, la démocratie, la politique et les processus politiques, les élections et les processus électoraux et comment ils peuvent participer en tant qu'électeurs et candidats à des postes électifs.

**Etude de cas : Formation des jeunes—Organisation pour la jeunesse et les élections au (OYEBO) (Botswana)**

**Problème** :

Faible participation et représentation des jeunes aux postes de direction locale et nationale. Perception négative de la politique par les jeunes au Botswana et apathie générale des électeurs.

**Stratégie** : Renforcement des capacités d’OYEBO à travers plusieurs initiatives où les problèmes de leadership positif et les subtilités du constitutionnalisme sont abordés.

(a) Il existe le « Future Leaders Training Programme » pour les jeunes (cible : 13-15 ans) dans les écoles secondaires du premier cycle en collaboration avec le ministère de l'Éducation de base. Le programme consiste à parler aux jeunes des qualités de leadership et de leadership.

(b) Programme de formation pour les partis politiques où les structures des partis telles que les ailes des jeunes et les ailes des femmes sont formées sur le leadership, les campagnes électorales.

(c) des ateliers de formation pour les étudiants sur les élections et les processus électoraux, y compris les campagnes électorales, le vote et les procédures et processus de dépouillement. Mis en œuvre conjointement avec la Commission électorale indépendante du Botswana (CEI), les ateliers utilisent des méthodologies de simulation où des élections simulées sont organisées pour mettre en évidence les éléments critiques du processus électoral. Il s'agit notamment de la manière de mener des campagnes, de voter et de compter les résultats. Les élections à la direction du Conseil représentatif des étudiants (CRE) sont également utilisées pour la formation des étudiants en ce qui concerne les élections.

**Résultats** :

Il existe un programme de futurs dirigeants où les anciens élèves ont contesté les élections SRC dans les écoles secondaires et certains d'entre eux ont gagné.

D'autres anciens élèves ont participé à d'autres sphères de leadership, y compris le leadership dans les affaires.

Établissement de partenariats avec des entités de jeunesse en dehors du Botswana, telles que l'American Council of Young Political Leaders (ACYPL) basé aux États-Unis. L'ACYPL soutient les programmes de renforcement des capacités d'OYEBO et en 2016, elle a invité OYEBO à désigner un candidat pour observer les élections américaines dans le Colorado. Ce partenariat offre aux membres d'OYEBO une exposition internationale indispensable.

Une augmentation du nombre d'élections de jeunes à des postes politiques et de nominations de jeunes à des postes gouvernementaux.

to observe the American elections in Colorado. This partnership gives OYEBO members a

**Leçons** :

La formation en leadership devrait commencer le plus tôt possible.

La simulation augmente l'intérêt et l'appropriation du programme.

La capacité à trouver un équilibre entre les compétences techniques (comment participer aux processus politiques et électoraux) et les compétences générales (engagement à acquérir des connaissances, la sensibilisation, la patience et la tolérance) est essentielle pour que la stratégie de renforcement des capacités fonctionne.



*Figure 1: OYEBO et Programme des futurs leaders du Ministère de l'éducation de base pour les écoles secondaires de premier cycle*

|  |
| --- |
| **Observations pertinentes**  *Le renforcement des capacités fonctionnerait bien dans des environnements où le cadre politique et législatif est accommodant. Malgré l'ACDEG et l'AYC, certains pays n'ont pas encore de politiques nationales de la jeunesse. Certaines de ces observations pertinentes sont les suivantes :*   * *En employant la stratégie de renforcement des capacités, nous devons être attentifs aux facteurs sociopolitiques, culturels et juridiques.* * *Le soutien des infrastructures est insuffisant pour la participation des jeunes vivant avec un handicap. Par conséquent, les problèmes d'accès doivent inclure, entre autres, la mise à disposition d'infrastructures sous forme de transport pour ceux qui ne peuvent pas marcher, du matériel d'éducation électorale en braille ou en langue des signes pour que les sourds puissent s'inscrire et voter.* * *Représentation des genres, étant donné que les femmes représentent le pourcentage le plus élevé de la masse des jeunes.* * *Sensibilités économiques entre les nantis et les démunis, les établissements formels et informels.* * *Disparités d'alphabétisation entre les jeunes ruraux et urbains dans le pays afin que les barrières linguistiques soient supprimées et que l'information soit décomposée et simplifiée pour les jeunes et les ruraux et les analphabètes.* |

**Etude de cas : École de leadership politique des jeunes femmes (YWPLS)— Le Centre pour l’autonomisation de la femme et la promotion du Développement (GENCED) (Ghana**

**Problème :** Le manque de connaissances civiques chez les femmes en général et les jeunes femmes en particulier limitant ainsi leurs chances de participer aux processus de prise de décision et de gouvernance.

**Stratégie** : GENCED a lancé la Young Women Political Leadership School (YWPLS) en tant que programme de formation visant à doter les jeunes femmes des partis politiques de compétences en matière d'élaboration de politiques, de systèmes politiques, d'engagement public, de recrutement de membres, d'élaboration de manifestes et de campagnes électorales. Ces programmes multipartites qui définissent l'agenda s'adressent aux jeunes femmes politiquement actives qui sont membres titulaires d'une carte de partis politiques. Si la cohorte des participants est constituée de membres porteurs d'une carte, elle a été adaptée aux besoins du pays cible. Par exemple, au Libéria, certains des participants à l'admission en 2021 sont des dirigeants civiques.

Les programmes de GENCED couvrent la région de l'Afrique de l'Ouest, y compris le Burkina Faso, la Gambie, le Ghana, le Libéria, le Mali et le Nigéria et en partenariat avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

**Résultats** : Augmentation du nombre de filles participant aux processus politiques au sein des structures des partis politiques au Ghana et dans la région de la CEDEAO. Il s'agit d'une réalisation clé car cela signifie que les femmes ont désormais la possibilité de grandir au sein du système politique et d'être encouragées à la tête d'un parti.

Au Ghana, le programme bénéficie du soutien et de la coopération des deux partis politiques dominants, le New Patriotic Party (NPP) et le National Democratic Congress (NDC).

Certaines des filles formées par GENCED ont participé avec succès aux primaires des partis politiques au Ghana et elles n'ont pas encore remporté de circonscriptions. Par exemple, l'une des filles du NDC a remporté les primaires du parti pour un siège de membre du Parlement (MP) mais a échoué lors des élections.

Il y a un nombre notable de filles qui se voient également confier des responsabilités de direction au sein des structures des partis politiques en plus des ailes de la jeunesse.

De nombreux jeunes formés sont devenus des formateurs civiques dans différentes régions du pays.

**Leçons** : Travailler sur une plate-forme multipartite empêche les programmes de formation des jeunes comme celui dirigé par GENCED d'être politisés.

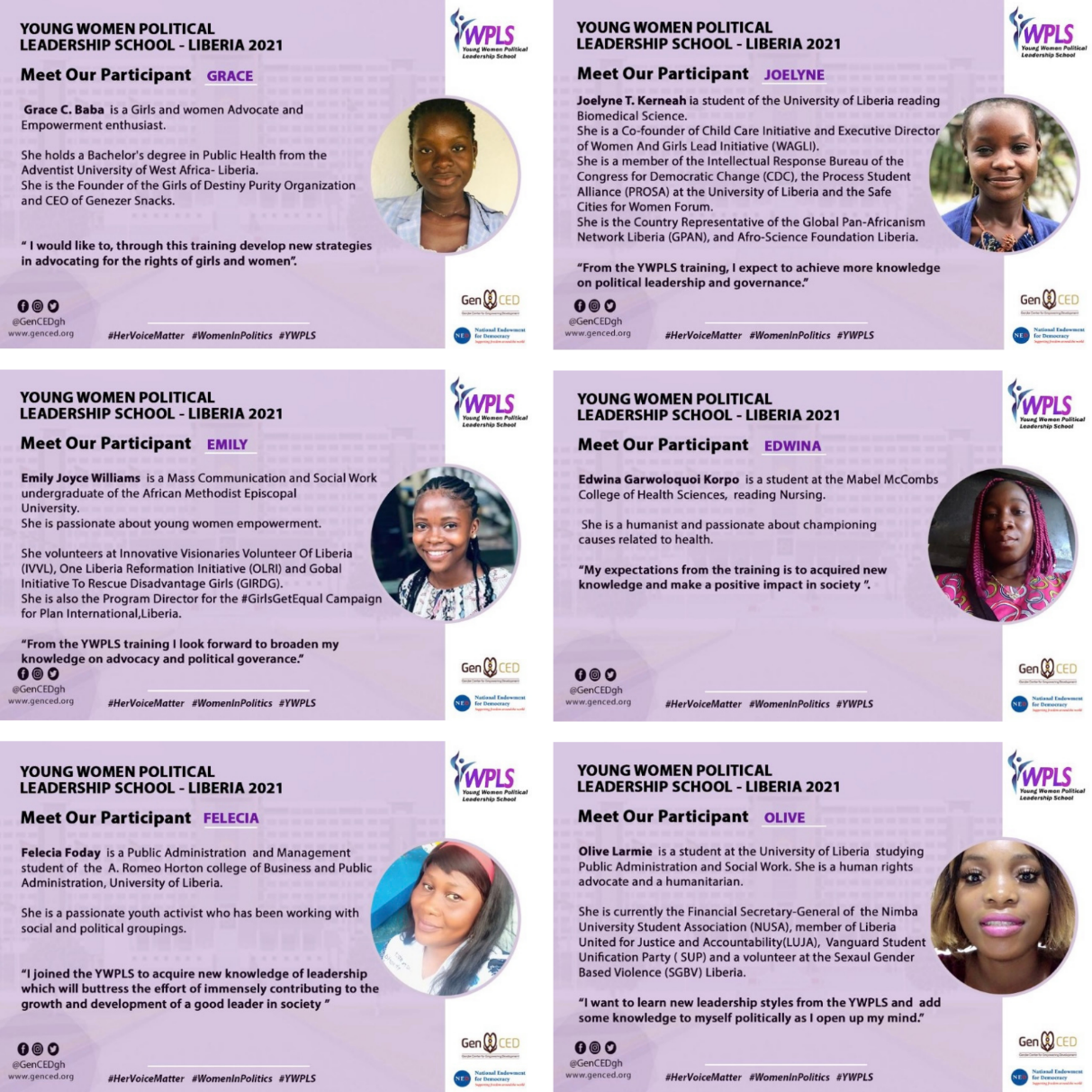
Les programmes de renforcement des capacités des jeunes donnent plus de résultats lorsque les animateurs se rendent dans le pays et travaillent en étroite collaboration avec les habitants en utilisant la stratégie du boursier. Cela réduit également considérablement les coûts de fonctionnement du programme.

Tous les outils de renforcement des capacités pour les jeunes ne conviennent pas aux filles, il est donc important de développer les bons outils pour impliquer les femmes.

L'honnêteté et l'ouverture dans les relations avec les partis politiques les rendent favorables aux programmes de développement de la jeunesse, conduisent à une capacité accrue de formulation des politiques des partis sur les questions de jeunesse, les rendent réactifs aux besoins des jeunes et accélèrent la mise en œuvre de la politique de la jeunesse.

La confiance entre les partis politiques et une organisation offrant le renforcement des capacités des jeunes garantit que les interventions sont axées sur la demande, car les partis eux-mêmes identifient les lacunes en matière de capacités des jeunes et demandent un soutien.

L'établissement de partenariats avec des organismes régionaux tels que la CEDEAO garantit une approche régionale efficace de la prise en compte du genre.



*Figure  SEQ Figure \\* ARABIC 2: GENCED YWPLS 2021 LIBERIA*

|  |
| --- |
| **Observations pertinentes**   * *L'exécution de programmes pour les jeunes est coûteuse et il est donc nécessaire de disposer d'une source de financement stable pour assurer la cohérence du programme en termes de diffusion de contenu. Un financement stable aidera également à maintenir l'élan pour s'assurer qu'il n'y a pas d'interruptions du programme et que les jeunes formés reçoivent l'intégralité du programme au lieu de versions abrégées en raison de contraintes de financement.* * *Un financement stable garantira également que le programme de formation se déroule entre les périodes électorales et non à proximité des élections afin de garantir que les partis puissent intégrer les questions de genre dans leurs politiques et leurs manifestes.* * *Les partis politiques font campagne pour obtenir des votes et, par conséquent, travailler avec eux nécessite de comprendre leurs priorités et de se garder de détourner le programme à des fins politiques.* |

1. **Soutenir le renforcement des instances représentatives de la jeunesse**

* 1. **Organes représentatifs des étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur**

La participation des étudiants à la prise de décision dans les établissements d'enseignement supérieur est vitale car elle peut faciliter leur introduction aux idéaux et aux pratiques démocratiques. [[33]](#footnote-33) Par conséquent, les conseils représentatifs des étudiants (CRE) sont une forme de mécanisme proactif et autonome pour la participation des étudiants aux établissements d'enseignement supérieur et aux activités sociales et politiques. Ils ont émergé de circonstances socio-économiques, d'histoires et de cultures particulières et ont influencé la conscience politique et idéologique des étudiants. Les activités suivantes peuvent être entreprises pour soutenir les CRE afin d'assurer la participation des jeunes.

a) Pour que les CRE participent efficacement à la gouvernance des étudiants, ils doivent avoir accès à des informations, y compris des informations sur l'établissement d'enseignement supérieur auquel ils appartiennent. La disponibilité de l'information est la pierre angulaire d'une large participation des jeunes. Par conséquent, les SRC doivent être assistés pour obtenir les documents de politique de l'administration institutionnelle. Cela garantira que la CRE est bien équipée pour traiter les questions de bien-être et de politique des étudiants affectant leur circonscription.

b) Les CRE peuvent aider à désamorcer ou à aggraver les situations de conflit sur les campus. Par conséquent, il est nécessaire d'améliorer leur capacité à gérer positivement les conflits potentiels ou manifestes.

c) Les CRE peuvent également être soutenus par la convocation de forums de dialogue sur différentes questions de politique publique. Le dialogue est un outil important pour améliorer les solutions légitimes aux défis. Les organismes représentatifs des étudiants peuvent être soutenus pour avoir des échanges de vues formels ou informels réguliers avec les parties prenantes sur la base d'intérêts mutuels et d'objectifs potentiellement partagés.

**Etude de cas : Colloques des CRE-Commission électorale indépendante (Afrique du Sud)**

**Problème** : Manque de participation des jeunes à la formulation des politiques publiques

**Stratégie:** Soutenir les instances représentatives des étudiants par le dialogue. Conformément à son mandat contenu dans les sections 4 et 5 de la Loi sur la CEI, l'Organe de gestion des élections (OGE) en Afrique du Sud, par l'intermédiaire de son bureau provincial de Gauteng, a organisé des colloques annuels de SRC auxquels ont participé des SRC de toutes les universités de la province de Gauteng. Destinés à doter les jeunes de compétences en formulation de politiques publiques et de savoir comment identifier les parties prenantes et les impliquer, les colloques ont couvert différentes questions thématiques, notamment la corruption, l'énergie minière, la planification intégrée du développement (PDI). Des experts multisectoriels ont été engagés en tant que personnes ressources pour dialoguer avec les jeunes.

**Résultats**: Changement de paradigme des CRE d'un programme étroit axé sur le bien-être des étudiants consistant à organiser des manifestations autour de l'alimentation et des transports à un rôle d'établissement d'un programme politique. L'initiative a contribué à façonner la pensée critique des étudiants à l'époque de l'émergence du mouvement FeesMustFall qui a modifié le déséquilibre dans l'accès à l'université entre les étudiants riches et les étudiants pauvres en Afrique du Sud.

Révision des pratiques antidémocratiques précédemment normalisées par les instances représentatives des étudiants. Par exemple, certaines constitutions de la SRC interdisaient aux étudiants de première année de se présenter aux élections de la SRC. Ces dispositions ont été revues par certains CRS après les colloques.

**Leçons**: La mise à disposition de moyens pour les organes représentatifs des étudiants prépare les jeunes à s'engager directement avec les décideurs politiques.

Les CRE de la plupart des universités d'Afrique du Sud servent de mandataires aux partis politiques. Par conséquent, le soutien aux CRE ne peut fonctionner que lorsque les partis politiques sont matures et adoptent une société démocratique ouverte.

Le programme ne réussit que là où il y a de la maturité et des nuances des responsables de l’OGE en raison des sensibilités politiques potentielles.

Le dialogue crée des espaces sûrs où les jeunes peuvent s'engager avec les décideurs.

|  |
| --- |
| **Observations pertinentes**   * *La politique, c'est la capacité de faire appliquer les politiques en utilisant différentes institutions, y compris l'exécutif et le parlement. Par conséquent, une partie du soutien aux organes représentatifs de la jeunesse doit consister à améliorer la compréhension des jeunes du paysage politique requis pour répondre aux besoins du pays. Cela signifie qu’il faut présenter aux jeunes les différentes composantes de la politique afin qu'ils puissent élaborer des politiques concrètes.* * *Les jeunes viennent de différents milieux socio-économiques. Ainsi, la stratégie de soutien aux organismes représentatifs des étudiants doit tenir compte des différences dans les possibilités de financement des étudiants et de leurs niveaux d'exposition.* * *Dans les pays qui ont connu une discrimination enracinée comme pendant l'apartheid en Afrique du Sud, la culture universitaire peut varier entre les universités publiques et privées. Par conséquent, il faut veiller à ce que l'intervention ne serve pas à élargir l'écart entre les élèves des communautés auparavant avantagées et défavorisées.* |

* 1. **Soutenir les parlements de jeunes, les conseils de jeunes, les forums de jeunes et les ONG des jeunes**

Les dispositions institutionnelles et juridiques dans la plupart des pays prévoient la création de parlements de jeunes, de conseils de jeunes ou de forums de jeunes pour traiter une gamme de problèmes politiques, socio-économiques et culturels affectant la participation des jeunes. Par exemple, en 1997, le Mozambique a créé le Conseil national de la jeunesse du Mozambique (MNYC) par une résolution présidentielle pour coordonner les différentes activités développées par les organisations de jeunesse et servir d'intermédiaire entre les jeunes et le gouvernement. Le soutien aux parlements de jeunes, conseils de jeunes ou forums de jeunes peut impliquer :

a) Organiser des forums de discussion dans les espaces ruraux, urbains, formels et informels sur les problèmes sociaux affectant les jeunes. Ces forums de discussion contribueront à renforcer la capacité des jeunes à engager les jeunes dans des activités civiques de qualité. Ils aideront également les décideurs à formuler des politiques qui répondent aux besoins et aux aspirations des jeunes.

Les jeunes doivent comprendre comment fonctionne la démocratie, contribuer à façonner les politiques de jeunesse, promouvoir la transparence, la responsabilité et l'accessibilité et participer aux processus décisionnels et législatifs. Pour y parvenir, ils doivent être connectés aux institutions et processus de gouvernance, y compris les autorités locales et les parlements.

b) Promotion de la participation des ONG dirigées par des jeunes et au service des jeunes dans la cogestion du travail de jeunesse et de la mise en œuvre du programme. Cela peut être une option alternative dans les pays où des entités telles que les parlements de jeunes, les forums et les conseils sont perçues comme servant les intérêts politiques des partis politiques au pouvoir.

c) Faciliter les plateformes entre pairs pour les parlements de jeunes, les conseils de jeunes ou les forums de jeunes pour partager les meilleures pratiques en matière de participation des jeunes aux niveaux régional et continental sur le continent.

**Etude de cas : Appui au Forum National des Jeunes-Interpeace (Burkina Faso)**

**Problème :** Manque de participation des jeunes à la prise de décision et à l'initiative de consolidation de la paix.

**Stratégie** : Soutien au Forum national des jeunes. Des acteurs étatiques et non étatiques locaux et internationaux ont initié des activités de soutien destinées à créer des espaces pour la voix des jeunes. Le Forum national des jeunes a bénéficié de ce soutien. Par exemple :

1. Compte tenu de l'escalade de la violence que connaît le pays, des initiatives visant à créer un espace permettant aux jeunes de s'engager face aux défis du pays ont été entreprises. Il s'agit notamment du dialogue national des jeunes de mars 2020 organisé pour les jeunes sous les auspices d'Interpeace et du projet de la Fondation Hirondelle intitulé « Favoriser le dialogue entre les jeunes au Burkina Faso ». Le dialogue a créé un espace sûr pour que les jeunes puissent s'engager dans des problèmes affectant la paix dans leurs communautés et proposer des solutions.
2. Le gouvernement et le secteur privé ont également contribué à soutenir le Forum national de la jeunesse pour organiser des plateformes de dialogue annuelles sur différents thèmes, notamment l'électrification rurale, l'entrepreneuriat et l'accès au crédit, et la formation des jeunes. Des responsables de haut niveau dont le Président du Burkina Faso ont participé aux discussions.

**Résultats**:

Participation des jeunes aux initiatives de consolidation de la paix.

Création du ministère de la Jeunesse et de l'emploi. Cela a assuré que les résolutions prises lors de divers forums de jeunes retiennent l'attention d'un ministère dédié.

Adoption de la Politique Nationale de l'Éducation et de la Formation Technique et Professionnelle (EFTP) soutenue par le gouvernement et les partenaires techniques et sociaux financiers.

**Leçons** :

Direct Une interaction directe et fréquente entre les jeunes et les responsables de haut niveau conduit à la formulation de politiques qui répondent aux besoins des jeunes et accélère la mise en œuvre des politiques.

Les partenariats entre les acteurs étatiques et non étatiques garantissent une approche holistique du soutien aux instances et initiatives représentatives de la jeunesse.

Les ONG ont également créé des entités qui promeuvent la participation des jeunes aux niveaux national et régional. Dans l'exécution de leurs fonctions, ces entités sont en interface avec les institutions et organisations étatiques et non étatiques dans différentes sphères de gouvernance.

**Etude de cas : Soutien aux forums de la jeunesse-Forum de la jeunesse d'Afrique australe (SAYOF)— (Région de la SADC)**

**Problème :** Manque de participation des jeunes aux processus décisionnels régionaux et aux initiatives de consolidation de la paix organisées par les chefs d'État de la SADC, les organes de la SADC et d'autres parties prenantes régionales et internationales.

**Stratégie** : Coordination des forums nationaux de la jeunesse et des ONG dans 16 États membres de la SADC. SAYOF est un organisme de coordination régional et une plate-forme régionale pour les jeunes et les organisations de jeunesse dans la région de la SADC. C'est le principal organisateur du Forum des jeunes de la SADC et du Parlement des jeunes de la SADC. Il est également le point focal pour l'Afrique au sein du Grand Groupe des Nations Unies pour les enfants et les jeunes (UNMGCY-Migration). L’UNMGCY est l'espace officiel, formel et auto-organisé mandaté par l'Assemblée générale des Nations Unies pour les enfants et les jeunes (âgés de moins de (30 ans) afin de contribuer et de s'engager dans certains processus politiques intergouvernementaux et alliés à l'ONU depuis 1992. Sa mission est de rapprocher les enfants et les jeunes et le système des Nations Unies afin de garantir que leur droit à une participation significative est réalisé. Il est également membre du Front africain de la jeunesse contre le coronavirus (Covid-19), un cadre politique et de plaidoyer de haut niveau établi par l'Union africaine (UA) pour que les jeunes co-dirigent la réponse de l'Afrique au Covid-19. Le SAYOF collabore avec le Secrétariat de la SADC, le Conseil des organisations non gouvernementales de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC-CNGO). Ses activités comprennent et ne se limitent pas à :

Formation de forums de jeunes sur la paix afin que les jeunes deviennent des champions de la paix dans leurs pays et localités.

Former les jeunes de la région à la négociation sur le changement climatique afin qu'ils puissent se lancer dans un travail de plaidoyer sur les politiques relatives au changement climatique et participer aux négociations sur le changement climatique et aux forums de dialogue.

Former les jeunes au lobbying et à l'observation des élections.

Former les jeunes au leadership et à la gouvernance, à la justice transitionnelle et à la consolidation de la paix, au changement climatique et à l'environnement, aux affaires et à l'entrepreneuriat, au handicap, à la coopération au développement efficace et à l'intégration régionale.

**Résultats** : Utilisation des résolutions SAYOF par le Conseil des ministres de la jeunesse de la SADC et le Secrétariat de la SADC

Création de jeunes défenseurs de la paix dans la région.

Nomination de SAYOF et contribution au Front africain de la jeunesse contre le coronavirus (Covid-19), un cadre politique et de plaidoyer de haut niveau établi par l'UA pour que les jeunes co-dirigent la réponse de l'Afrique à Covid-19.

**Leçons** : La collaboration avec d'autres organisations régionales et le partage des ressources donnent des résultats concrets.

La compréhension de la diversité des jeunes conduit à la conceptualisation d'interventions qui répondent aux besoins et aspirations divergents.

L'utilisation productive des médias sociaux peut influencer des vies et pousser à des changements de politique.

Qu'il s'agisse de parlements de jeunes, de conseils de jeunes, de forums de jeunes ou d'ONG axées sur la participation des jeunes, ces entités ont la capacité de proposer des moyens innovants pour assurer la participation des jeunes aux processus politiques et électoraux.

|  |
| --- |
| **Observations pertinentes**   * *La paix est un pilier contextuel pour la participation des jeunes aux processus politiques et électoraux.* * *Prise en compte de l'intégration de l'égalité des genres dans toutes les interventions visant à soutenir les entités qui promeuvent la participation des jeunes.* * *Les jeunes doivent comprendre comment les gouvernements et les organismes régionaux fonctionnent pour pouvoir s'engager avec eux. Il existe un scepticisme à l'égard des interventions de certaines ONG, en particulier celles considérées comme servant l'agenda politique occidental.* * *Les jeunes doivent avoir une connaissance générale des politiques des instances régionales pour nouer des partenariats avec eux. Cela renforcera leur contribution aux stratégies et à la trajectoire des instances régionales.* * *Les positions et déclarations indépendantes sur les violations des droits de l'homme et d'autres questions doivent être fondées sur des problèmes et des précautions doivent être prises pour éviter de se ranger du côté des partis politiques. Une position de principe doit toujours être adoptée.* * *L'instauration d'un climat de confiance avec les entités gouvernementales et régionales prend du temps. Il est nécessaire d'avoir des réseaux et d'établir un pool de référence à des fins de renforcement de la confiance par les organismes régionaux.* |

* 1. **Section jeunesse des partis politiques**

Les partis politiques sur le continent sont caractérisés par des ailes et des ligues de jeunesse qui sont manifestement faibles pour assurer une participation significative des jeunes. Dans des conditions de marginalisation politique, la tendance est que là où les jeunes sont activement engagés, les ailes jeunesse ont tendance à servir les intérêts de la hiérarchie du parti plutôt que les jeunes membres qui constituent leur circonscription. Au lieu d'être utilisées comme une structure pour améliorer les compétences des jeunes et les préparer à devenir des leaders, les ligues de jeunes sont principalement utilisées comme véhicules pour l'activisme des jeunes, les campagnes électorales et le recrutement de membres. Selon le projet *Ace,* les sections jeunesse sont censées: [[34]](#footnote-34)\

* Offrir un terrain d'entraînement aux jeunes membres qui souhaitent exceller au sein des structures du parti. Des exemples de formation comprennent des ateliers de renforcement des compétences, des programmes de mentorat et des activités d'élaboration de politiques.
* Influencer l'élaboration des politiques du parti et la sélection des dirigeants.
* Étendre la sensibilisation des jeunes électeurs, dans le but de rendre les partis plus crédibles auprès des jeunes.
* Créer le langage, la plate-forme, le matériel et le ton appropriés pour communiquer des messages politiques aux jeunes électeurs pendant les campagnes électorales et de recrutement.

Afin que les sections jeunesse remplissent les fonctions ci-dessus, elles peuvent être soutenues des manières suivantes :

1. **Mise en place d'une plate-forme de jeunes entre les partis :** cela garantira la solidarité entre les partis et créera un espace sûr qui est souvent inexistant au sein des partis individuels en raison du manque de démocratie au sein des partis, pour un engagement et un dialogue constructif des jeunes. En outre, la plate-forme interpartis peut être utilisée pour la formation des jeunes, notamment en matière d'élaboration de politiques, de leadership et de développement du leadership, de gestion des conflits, de mobilisation de ressources, de lobbying et de plaidoyer.
2. Créer un espace pour que les sections jeunesse contribuent au cycle électoral : pour éviter la tendance selon laquelle les jeunes des partis politiques sont instrumentalisés pour perturber les processus électoraux, les sections jeunesse peuvent être utilisées par les OGE comme plateformes consultatives pour la participation des jeunes aux processus électoraux tout au long du cycle électoral. Par exemple, dans la phase préélectorale, l'OGE peut mettre à disposition des ressources de la plate-forme interpartis pour les jeunes afin de mobiliser les jeunes au sein et en dehors de leurs partis pour qu'ils s'inscrivent comme électeurs. La plate-forme jeunesse interpartis peut également être utilisée pour motiver les jeunes à voter le jour du scrutin. La collaboration entre l'OGE du Royaume du Lesotho et les partis politiques lors des élections offre un bon exemple à cet égard.

Lors des élections locales de 2011 et des élections générales anticipées de 2012 et 2015, la CEI du Lesotho a adopté la stratégie de collaborer avec les partis politiques en engageant les ailes jeunesse des partis politiques à mener à bien l'éducation des électeurs. Les partis politiques ont été invités à nommer des jeunes participants qui ont été formés par l'IEC pour mener une éducation des électeurs sur les stations de radio et de télévision. Chaque jeune participant a reçu une allocation à titre d'incitation mais aussi comme moyen de répondre à ses besoins financiers.

1. **Renforcement des capacités de lobbying des sections jeunesse :** les ailes jeunesse peuvent utiliser la force numérique de leur circonscription pour repousser les limites de la participation des jeunes à la prise de décision au sein des partis politiques. Ils peuvent également utiliser leur masse collective au sein d'une plate-forme interpartis pour influencer les politiques et les réformes dans l'ensemble des organes concernés, y compris les structures législatives. Il est donc important qu'ils soient formés aux compétences de lobbying afin qu'ils puissent impliquer différentes parties prenantes, notamment le gouvernement, les fonctionnaires, les entreprises, les chefs traditionnels, les OSC, les médias, les OGE et les parlements pour éliminer les obstacles à la participation des jeunes.

**d)** Introduire un changement de paradigme dans l'orientation des sections jeunesse à travers le développement du curriculum : il y a un besoin pour un programme qui cherche à développer la capacité des ailes jeunesse à se concentrer sur la bonne gouvernance et le développement. Une autonomisation significative des jeunes doit être celle qui leur lègue des connaissances et leur fait comprendre comment ces connaissances acquises profitent à la société et au pays. L'autonomisation des ailes jeunesse inter-partis renforce leur volonté de coopération et d'éléments d'engagement constructif qui sont essentiels à la cohésion sociale.

**Etude de cas : Soutien aux jeunes dans les partis politiques— Institut National Démocratique (NDI)-Kenya**

**Problèmes:** (a) Implication des jeunes dans les violences postélectorales de 2007. (b) Manque de participation des jeunes aux initiatives de prise de décision et de consolidation de la paix.

Non-priorisation des préoccupations des jeunes.

**Stratégie**: soutien aux sections jeunesse des partis politiques par le biais d'une formation au développement des compétences. Il s’agit des activités ci-après :

1*rt AAppui à la mise en place du Forum inter-partis de la jeunesse (IPYF) en 2009 :* L'IPYF vise à fournir une plate-forme pour une interaction constructive et à renforcer la participation des jeunes au sein et entre les partis politiques au Kenya. Étant donné le grand nombre de partis politiques au Kenya, des critères axés sur les partis parlementaires ont été élaborés. Chacun des partis à l'Assemblée nationale était tenu de nommer deux représentants à l'IPYF. A ce jour, environ 1500 jeunes ont participé à cette structure. Cette innovation combinait le soutien à une coalition d'ailes jeunesse avec une formation professionnelle sur la résolution de conflits, la négociation et le plaidoyer ainsi qu'un soutien à un réseau plus large. Le développement des capacités au niveau organisationnel a été facilité par des ateliers de partage des connaissances, la fourniture de conseils techniques et des voyages d'étude. La valeur ajoutée de l'IPYF était qu'il menait des initiatives au niveau du comté, y compris l'identification des principaux défis auxquels les jeunes sont confrontés. Le rapport issu de cet exercice a été utilisé pour éclairer les interventions au niveau national des comtés.

2*ssL La création de la Kenya Young Members of County Assembly Association (KYMCA en 2018:* Il s'agit d'une plate-forme pour exprimer les besoins des jeunes et leur représentation dans les 47 assemblées de comté en tant que moyen d'exprimer les besoins des jeunes dans les comtés et de défendre leurs priorités de développement au niveau national. Avec le soutien de l'IPYF et techniquement assisté par un expert engagé par le NDI, le KYMCA a produit un rapport d'analyse des lacunes qui a été utilisé pour informer les principales activités de plaidoyer ciblant les parties prenantes telles que les parties prenantes cibles sont largement classées en gouvernement, secteur privé, OSC et partenaires de développement. . Ces problèmes incluent le développement du secteur de l'éducation, le chômage, la mauvaise gouvernance et la corruption, la pauvreté et les défis économiques et l'ethnicité et la politique ethnique.

This **Results**: Mobilisation réussie des jeunes pour participer au processus électoral. La structure de l'IPYF a contribué à la mobilisation des jeunes et à la campagne d'inscription des électeurs.Amélioration des compétences des jeunes grâce à l'apprentissage par les pairs à la suite du programme d'échange avec les jeunes de Norvège et de Sierra Leone.

Les membres de l'aile jeunesse formés ont développé des capacités pour la résolution non violente des conflits. L'IPYF a publié une déclaration conjointe renonçant à la violence électorale.

Le changement d'orientation des jeunes de la politique basée sur la personnalité à la politique basée sur les problèmes.

Amélioration de la responsabilité politique en raison d'une sensibilisation, d'une capacité et d'une voix accrues des jeunes représentés par les structure de l’**IPYF** **et de la KYMCA.**

**Leçons des initiatives de l’****IPYF et de la KYMCA**

L'introduction d'une politique axée sur les problèmes fonctionne bien avec les jeunes parce qu'ils sont plus réceptifs que les adultes.

Une initiative des jeunes entre les partis soigneusement planifiée et exécutée a le potentiel d'être un outil efficace pour le renforcement des capacités des jeunes et une participation constructive aux processus politiques et électoraux. Le grand nombre de jeunes législateurs au sein des assemblées de comté, actuellement 1027, donne au KYMCA un énorme potentiel pour influencer activement les programmes et les politiques ayant de grands impacts sur le bien-être de la jeunesse kényane aux niveaux du comté et national.

Un soutien financier et technique stable est nécessaire pour soutenir les ailes jeunesse.

Les jeunes réagissent moins bien aux conférences qu'aux activités. La conception d'interventions telles que le soutien aux ailes jeunesse des partis politiques doit tenir compte de l'expérience pratique. La participation du KYMCA à l'analyse budgétaire proprement dite et à l'évaluation pratique des allocations et des dépenses en est un bon exemple. Le soutien du NDI au niveau du comté au KYMC a permis à ce dernier d'apprendre par la pratique.

Les soumissions soigneusement étudiées et bien argumentées sont les plus susceptibles d'être acceptées par les parties prenantes ciblées. Par conséquent, le renforcement des capacités en matière de recherche et d'élaboration de politiques est essentiel.

|  |
| --- |
| **Observations pertinentes**   * *Le succès d'une intervention ciblant les ailes jeunesse dépend du contexte du pays et des systèmes de partis. L'intervention peut ne pas bien fonctionner en cas de concurrence politique féroce et de rupture des relations entre les partis. Il peut également ne pas fonctionner s'il est introduit pendant une période électorale, car les partis sont dans un mode de campagne combatif.* * *La plupart des constitutions des partis politiques prévoient la création d'ailes jeunesse en tant qu'organes faisant partie intégrante des partis. Cependant, les hauts responsables politiques fréquentent les ailes jeunesse parce qu'ils dépendent des partis pour leurs ressources. Par conséquent, le changement de paradigme dans le renforcement des capacités des ailes jeunesse nécessite le consentement préalable et exprimé des partis politiques pour assurer le succès de l'intervention. Le NDI a travaillé avec les partis pour nommer des représentants de l'IPYF.* * *Les partis politiques doivent être encouragés à assurer une représentation équilibrée entre les sexes et l'inclusion des personnes handicapées (PH) dans les structures interpartis semblables à l'IPYF.* * *Les organisations qui soutiennent les ligues de jeunes doivent maintenir une posture non partisane afin qu'elles puissent être acceptées par tous les partis politiques et augmenter universellement la participation des jeunes.* * *Contrairement aux préceptes de la Charte Africaine de la Jeunesse, les membres des ailes jeunesse dans certains pays n'ont pas nécessairement entre 15 et 35 ans. Cela signifie que l'intervention ne peut fonctionner que si elle cible le bon bénéficiaire, pas n'importe qui qui se trouve être dans la section jeunesse.* * *La pauvreté, la marginalisation politique et d'autres facteurs économiques inhibant la participation des jeunes sur le continent peuvent entraîner une rotation élevée des membres de l'aile jeunesse, soit parce qu'ils sont désillusionnés ou à la recherche d'opportunités économiques. Cela signifie que le soutien aux ailes jeunesse peut ne pas toujours donner les résultats souhaités s'il est effectué de manière isolée. D'autres mesures, notamment la prise en charge des besoins socio-économiques des jeunes, doivent être prises en compte.* |

1. **Programmation innovante pour l'amplification de la voix des jeunes :** Les jeunes ne sont pas un groupe homogène et il est donc nécessaire de les aider à développer des mesures innovantes qui garantissent la voix des jeunes et le choix de briser les barrières. Ceci peut être réalisé grâce à :
   1. Développer des programmes innovants qui soutiennent la voix et le choix des jeunes. Étant donné l'obstacle du manque ou de l'absence de modèles pour les jeunes, une telle initiative doit stimuler leur intérêt à participer au processus politique et électoral. Plus important encore, l'initiative doit être pratique et lier directement la participation aux processus politiques et électoraux avec le développement en abordant les vrais problèmes sociaux et communautaires que les jeunes vivent quotidiennement.
   2. Développer des campagnes d'information spécifiques aux jeunes sur la démocratie et les droits et valeurs démocratiques et qui visent à encourager les jeunes à participer aux processus électoraux. Au Cameroun, une campagne d’hashtag, la campagne #VOTE18 a été introduite pour accroître la participation des jeunes à l'inscription des électeurs. Une journée d'action nationale a été organisée au cours de laquelle des flash mobs afficheraient des bannières #VOTE18 afin d'avoir une grande visibilité pour l'initiative. La campagne a conduit à une prise de conscience accrue sur la démocratie et le constitutionnalisme et la nécessité d'élargir l'espace pour la participation politique des jeunes.
   3. Renforcer la capacité des organisations de jeunesse à organiser des tournées de présentation sur les processus électoraux tels que l'inscription des électeurs. Pour que les jeunes tirent de la valeur des roadshows, ils doivent comprendre les objectifs spécifiques des roadshows, connaître le cadre d'organisation d'un roadshow et les étapes de planification nécessaires, savoir comment les différents types de roadshows sont mis en œuvre, connaître les options d'évaluation des spectacles de rue et pour l'organisation d'événements de suivi afin d'accroître leur efficacité et leur impact.
   4. Introduire des éléments qui utilisent des plateformes médiatiques modernes pour amplifier la voix des jeunes. Les plateformes de médias sociaux telles que Facebook, Twitter, les SMS, les vidéos promotionnelles, les podcasts et les blogs aident les jeunes à façonner le récit des processus politiques et électoraux.

Lorsque les OGE forment des partenariats avec les jeunes dans des processus de sensibilisation, tirer parti de ces innovations incite les jeunes à participer aux processus électoraux.

1. **Arts créatifs :** Les arts ont été et continuent d'être essentiels pour briser les barrières, que ce soit pour les questions liées à la santé ou à l'arène politique. Les arts sont des formes d'expression qui utilisent divers médiums pour invoquer l'imagination et l'action pour une cause établie ou pour inspirer une perspective différente de l'attitude. Un aspect clé que les arts abordent est la capacité de surmonter les différences statiques et de fournir une évasion commune qui brise les barrières. Les formes d'art comprennent:
   1. **Parole (poésie, discours et contenu lyrique) :** Pendant la révolution tunisienne, la musique d'Emel Mathlouthi a donné une impulsion à la révolution.Ses paroles parlaient de liberté et de détermination à mourir pour la cause du peuple.L'une de ses chansons,*"Tyrant", contient les lignes "Tuez-moi et j'écrirai des chansons. Blesse-moi, et je chanterai des histoires. Donne-moi plus de souffrance. Cela réchauffera mon hiver. [[35]](#footnote-35)*Il s'ensuit donc que les messages subtils qui sont encodés dans les paroles de la musique ont un élan irrésistible vers la participation à grande échelle. Comme le souligne le « Rapport sur l'Afrique ; qui met en évidence que pour les jeunes :

*« La culture pop est leur exutoire : comme la plupart des jeunes dans le monde, ils sont influencés par les films, la télévision et en particulier la musique comme moyen d'exprimer leur identité et d'exprimer leur mécontentement face aux problèmes sociopolitiques ». [[36]](#footnote-36)*

* 1. **Affichages visuels (peinture, sculpture et images) :** Bien que peu utilisée sur le continent, cette forme d'expression visuelle a été utilisée dans des endroits comme Le Caire, en Égypte, où les jeunes ont exprimé leurs aspirations sociopolitiques à travers l'art mural.[[37]](#footnote-37)Les jeunes ont utilisé la place Tahrir, épicentre du printemps arabe, pour exprimer leurs opinions socioculturelles et politiques à travers la peinture. Les pochettes d'albums de musique ont également été utilisées pour exprimer des déclarations politiques. Le design de l'album de la chanteuse nigériane d'Afrobeat, Fela Kuti en est un bon exemple.[[38]](#footnote-38)
  2. **Les Arts du spectacle** **(drame satirique, danse, jeu d'acteur)** les artistes utilisent cette forme d'expression créative pour véhiculer des messages de sensibilisation politique, culturelle, sanitaire et sociale. Les exemples incluent, Bustop TV (Afrique australe) et FunFactory (Afrique de l'Est). [[39]](#footnote-39)

**Etude de cas : Programme de mobilisation *Youth Voice and Choice*—Aji Souwet (venez voter) —(Maroc)**

**Problème : Indifférence extrême des jeunes votants**

**Stratégie** : Utiliser les médias sociaux pour mobiliser les jeunes : L'initiative **Aji Souwet** a commencé en 2020 pour encourager les jeunes à voter aux élections de 2021. L'initiative vise à résoudre le problème des élections de 2011 où 47 pour cent des électeurs éligibles n'ont pas voté. Dans l'ensemble, seuls 16 millions sur 24 millions de citoyens éligibles se sont inscrits sur les listes électorales en 2011. Parmi eux, seuls 7 millions ont effectivement voté. Les activités dans le cadre de cette initiative comprennent :

(a) produire des messages d'inscription des électeurs et les publier sur les réseaux sociaux. Les influenceurs des médias sociaux ont également été invités à publier les messages d'inscription sur leurs canaux de médias sociaux personnels.

(b) produire des déclarations qui résonnent chez les jeunes, telles que :

« Ils sont tous les mêmes »

« Plus personne ne croit au changement »

« Un autre Maroc est-il possible ? »

(c)Production de vidéos étape par étape d'inscription des électeurs en français et en arabe sur la façon de s'inscrire pour voter et toute la documentation requise. L'utilisation du français et de l'arabe a permis d'élargir la portée de la population.

sOteSolliciter des vidéos d'information auprès des partis politiques. En raison de la perception négative de la politique chez les jeunes, l'initiative comprend la sollicitation de différents partis pour enregistrer de courts clips vidéo encourageant les jeunes à participer aux processus électoraux en tant que responsabilité civique au lieu d'une entreprise partisane (cet exemple est cité pour sa pertinence pour la participation des jeunes et potentiel d'amélioration de la cohésion sociale).

the

**Résultats** : En raison de sa formation récente, l'élection de 2021 a été le véritable test de l'efficacité de cette initiative.

Augmentation notable de l'engagement politique des jeunes sur les médias sociaux. **Aji Souwet avait** 3 000 followers dans les 24 premières heures de son lancement (hausse du hashtagivisme).

|  |
| --- |
| **Observations pertinentes**   * *L'utilisation des arts visuels est efficace pour capter l'attention d'éventails acteurs politiques et électoraux.* * *L'utilisation des arts virtuels comme stratégie permet aux jeunes d'aborder des questions sensibles comme le harcèlement sexuel.* * *En employant la stratégie des arts créatifs, soyez attentif aux facteurs sociopolitiques, culturels et juridiques du pays.* * *Le message véhiculé par cette stratégie a montré comment le message était considéré comme marginalement acceptable tant qu'il n'avait pas de message politique fort.* |

## 

## CHAPITRE 8 : Leadership

**Objectif :** Renforcer les capacités des jeunes leaders à participer aux processus politique et électoral.

Le leadership concerne l'état d'esprit, les compétences, le caractère de base, les performances qui peuvent conduire à des changements de résultats. La qualité du leadership a un impact direct sur l'efficacité des jeunes dans les processus politiques et électoraux. Cela affecte également leur motivation, leur vision et leur participation.

**Stratégies possibles:**

1. **Renforcement des capacités** : Développer des compétences en leadership nécessite de la pratique, d'où la nécessité d'un programme structuré de renforcement des capacités avec une série d'ateliers de formation. Les participants doivent être évalués après chaque niveau de la formation avant de passer au niveau suivant. Les six compétences essentielles en leadership requises par les jeunes sont :
   1. Aptitudes à la pensée critique nécessaires pour analyser et rationaliser l'information et prendre des décisions éclairées.
   2. Compétences en résolution de problèmes essentielles pour faire face aux interminables problèmes sociaux et de services auxquels les jeunes sont confrontés quotidiennement.
   3. Compétences relationnelles de base pour mieux gérer les relations. Cette compétence leur permet d'aborder la coexistence et la mixité sociale.
   4. Compétences de base en organisation en termes de ressources, d'opportunités, de personnes et d'activités. Participer aux processus politiques et électoraux est une entreprise coûteuse. Par conséquent, les jeunes doivent avoir des compétences en mobilisation de ressources, y compris des compétences en collecte de fonds.
   5. Volontariat ou compétences de service pour pouvoir consacrer du temps au bien des communautés et apprendre à établir des relations, à organiser et à dialoguer avec les gens.
   6. Compétences en communication pour acquérir des compétences d'analyse de base pour communiquer clairement leurs pensées. Le jeune doit faire la distinction entre la capacité de parler et la capacité de communiquer.
2. **Adopter des approches innovantes :** Le leadership des jeunes appelle à l'innovation dans les approches car les jeunes sont également des individus avec des compétences différentes. Ces approches doivent inclure les différentes voix des jeunes. Pour assurer la participation, le leadership des jeunes peut également créer une « marque » de participation des jeunes qui distingue l'aspect positif et inclusif de la participation des jeunes aux processus politiques et électoraux. Une telle marque doit trouver un écho auprès des jeunes tout en livrant des messages clés aux citoyens en général.
3. **Encourager le leadership et l’encadrement des jeunes :** L'aspect positif des jeunes est l'opportunité de construire et d'entretenir. Par exemple, le développement de groupes de jeunes dans les communautés, les écoles et les établissements d'enseignement supérieur permet d'apprendre et d'améliorer les compétences en leadership. Le mentorat joue également un rôle particulièrement important dans le développement des jeunes leaders. Il fournit une plate-forme pour l'interrogatoire, l'apprentissage de l'expérience et le renforcement des compétences pour un individu bien équilibré ayant la capacité d'occuper un poste et un groupe diversifié. Dans le contexte africain, il ne s'agit pas des rôles patriarcaux des aînés mais plutôt d'une transmission de connaissances qui permet à la jeune génération une plate-forme de décollage pour une participation efficace. L'un des moyens innovants d'y parvenir est l'organisation de séries de dialogues intergénérationnels entre les anciens (expérience) et les jeunes (nouveaux points de vue). La série de dialogues intergénérationnels pourrait devenir une plate-forme nationale de convergence d'opinions et d'enseignements pour les personnes âgées et les jeunes.

**Etude de cas : Programme national de stages au Rwanda et intégration des jeunes (Rwanda)**

**Problème :** Manque de systèmes d’encadrement pour les jeunes.

**Stratégies :** L'intégration de la jeunesse est une stratégie pour intégrer les préoccupations, les ambitions et les contributions des jeunes dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation, et la gouvernance dans toutes les sphères politiques, économiques et sociétales.

Le gouvernement rwandais emploie une main-d'œuvre en grande partie jeune, avec 44,5 pour cent de fonctionnaires âgés de moins de 35 ans et 79 pour cent de moins de 45 ans. En particulier, le gouvernement rwandais a fait de l'emploi des jeunes un indicateur clé de l'intégration des jeunes dans tous les secteurs. La Stratégie nationale de transformation du Rwanda fixe un objectif clair pour la création de 1,5 million de nouveaux emplois d'ici 2024, tout en continuant à investir pour faire de la nation une économie fondée sur la connaissance. En tant que tel, le développement des compétences et l'emploi sont importants pour le gouvernement du Rwanda.

Le programme de stages facilite une sortie réussie du programme de stages professionnels, et après les services de placement. Sur cette base, le Rwanda Development Board (RDB) a développé un portail pour les compétences et les emplois qui reliera les informations entre les employeurs et les demandeurs d'emploi et générera une base de données centrale sur les compétences. Ces améliorations améliorent considérablement l'accès du gouvernement au bassin de jeunes qualifiés qui sont prêts à servir dans le secteur public, ce qui est essentiel pour constituer un vivier officiel de fonctionnaires compétents.

**Résultats :** Grand nombre de jeunes intégrés dans tous les départements et secteurs de l'économie. Un total de 7 954 diplômés, dont 48% de femmes, ont été hébergés dans le cadre du programme de stages entre 2017 et 2020.

Création de formations en cours d'emploi et amélioration des compétences des jeunes et de la compétitivité pour l'emploi.

**Leçons :** Le leadership du gouvernement et la volonté politique sont essentiels pour assurer l'inclusion des jeunes dans les sphères politique, économique et sociétale.

L'inclusion des jeunes n'est pas le seul domaine de la pastorale des jeunes. Cela nécessite une approche multipartite, où tous les ministères du gouvernement l'adoptent en tant que politique publique.

**Source : L'Institut Africain du Leadership 2020**

|  |
| --- |
| **Observations pertinentes**   * *L'inclusion des jeunes doit être inscrite dans les documents stratégiques nationaux. Dans le cas du Rwanda, la Stratégie nationale de transformation (2018-2024) et la Stratégie nationale de développement des compétences et de promotion de l'emploi (2019-2024) sont des documents stratégiques clés.* * *Les ressources intersectorielles qui incluent le secteur privé, les OSC et le gouvernement sont importantes pour faciliter des programmes efficaces d'intégration et de mentorat des jeunes.* |

1. **Établir des ressources qui aident à renforcer les capacités des jeunes leaders en Afrique :** Compte tenu de la rareté des ressources pour le développement du leadership, les organisations de jeunesse et les jeunes leaders peuvent établir des ressources pour le développement des capacités et le parrainage grâce à l'utilisation de plateformes numériques qui aident à :
   * + 1. L’apprentissage et le développement continus des leaders.
       2. La capacité d'avoir les ressources d'apprentissage des autres leaders nationaux, régionaux et continentaux de la jeunesse.
       3. Colloques pour les jeunes leaders en Afrique.

**Etude de cas : Renforcement des capacités de leadership—Youngsters Foundation (Nigeria)**

**Problème** : Manque de plateformes de développement du leadership pour préparer la prochaine génération de leaders.

**Stratégie** : Renforcement des capacités à travers un programme de développement du leadership intitulé « Young African Leadership Fellowship ». Activités incluses :

Organisation d'un forum national des jeunes sur les manifestes des partis politiques lors des élections de 2007.

Organisation du programme de bourses de leadership pour jeunes aspirants depuis 2012.

Organiser des dialogues intergénérationnels où des panels composés d'aînés et de jeunes discutent de l'édification de la nation. Grâce au modèle de dialogue intergénérationnel, les aînés ont été persuadés d'examiner les problèmes du point de vue des jeunes.

Faciliter les programmes de stages où les jeunes sont attachés à l'Assemblée nationale et à l'Assemblée d'État pour interagir avec les parlementaires afin de combler le fossé entre les jeunes et les législateurs.

Animation de la session du leader mixte (entre jeunes femmes et femmes plus âgées en ligne). Il existe également un programme de génération mixte ciblant les écoles où les jeunes femmes sont soutenues pour visiter les écoles dans le cadre de la formation au leadership et de l'éducation civique.

**Résultats** : Cela a profité aux jeunes dans la mesure où ils suivent les discussions sur les politiques, acquièrent de l'expérience sur ce qui se passe dans les législatures et apprennent le débat, la présentation et d'autres compétences.

Capacité et sensibilisations accrues des jeunes sur les compétences en leadership

Augmentation du nombre de jeunes candidats aux élections de 2015.

Il y a eu une augmentation de la participation des jeunes lors des élections générales de 2019 par rapport aux années précédentes, principalement en raison de l'amendement législatif qui a réduit la barrière d'âge pour que les jeunes se présentent aux élections. La campagne contre la barrière de l'âge a été menée par YIAGA Afrique.

Au total, 23 des 380 jeunes formés dans le cadre du programme du nord du Nigéria ont remporté des sièges lors des élections de 2019 dans 6 assemblées d'État. Une femme diplômée du programme a remporté un siège à l'Assemblée nationale nigériane.

**Leçons** : Construire et développer le leadership est un processus à long terme car il implique de changer les mentalités. Le leadership découle de choses telles que l'exposition, les connaissances, les informations et les expériences qui façonnent et forment l'état d'esprit. En tant que tel, lorsque les gens assistent à un court atelier de formation, la question est toujours de savoir comment présenter le contenu de manière à ce qu'il aborde les nombreux aspects qui nécessitent des années de préparation.

Pour exercer un leadership, un changement de perspective à plus long terme doit être adopté. Idéalement, un programme de leadership doit durer entre 15 et 36 mois pour avoir un impact. Il a été observé que le premier groupe de stagiaires n'a pas bien performé pendant les élections parce que le programme a été financé pour un an, ce qui rend difficile le maintien de l'élan. Le deuxième groupe a été soutenu au titre d'une subvention de deux ans qui leur a fourni suffisamment de temps pour les soutenir depuis les primaires du parti jusqu'aux élections. La dernière partie du programme s'est concentrée sur les jeunes qui avaient remporté les primaires du parti, ce qui a augmenté leurs chances de gagner. De plus, il a été noté que les participants à la deuxième phase du programme ont bien performé car ils avaient un manuel alors que ceux de la première formation n'avaient pas de manuel, d'où leur mauvaise performance.

Pour qu'un programme de leadership pour les jeunes soit efficace, il doit avoir une composante qui oblige les participants à mettre en pratique les connaissances et les compétences en leadership acquises grâce au programme, car le développement du leadership s'effectue par la pratique.

Les jeunes ont réalisé que leur voix pouvait apporter un changement et influencer les choix politiques.

|  |
| --- |
| **Observations pertinentes**   * *La disponibilité du financement est un facteur majeur dans le programme de développement du leadership. La réalité est que la plupart des donateurs ne sont pas prêts à financer des programmes de leadership à long terme. Le financement est souvent utilisé pour le court terme (peu d'ateliers sur le leadership). La conception du programme de leadership doit chercher à obtenir plus avec les ressources financières et temporelles limitées.* * *Le choix du moment opportun est une considération clé dans la formation au développement du leadership, en particulier lorsque les jeunes sont préparés à participer aux processus électoraux. Les cycles de financement des donateurs ne permettent pas toujours une préparation initiale, d'autres sources de financement doivent donc être envisagées.* * *Il y a un besoin d'engagement et de cohérence du groupe de jeune cible afin qu'il puisse parcourir le manuel du programme et être contrôlé en termes de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas avec le programme et les participants.* * *L'exécution d'un programme de leadership pour les jeunes nécessite de la main-d'œuvre car les jeunes ont besoin d'un soutien technique et d'un mentorat au-delà de la formation.* * *L'innovation s'accompagne de la capacité de négocier et d'exprimer clairement sa position afin de constituer une masse critique de jeunes qui participent aux processus politiques et électoraux et d'éviter les idées fausses concernant les objectifs de l'action des jeunes.* |

## CHAPITRE  9 : Plaidoyer et activités de lobbying

**Objectifs:**

* Renforcer les compétences et les capacités pour une planification, une voix et un accès efficaces dans les processus politiques et électoraux parmi les jeunes et les organisations de jeunesse.
* Clarifier le sens du lobbying et identifier les opportunités où le lobbying est le plus efficace et stratégique pour les organisations de jeunesse et les groupes disposant d'informations et de connaissances.

Le plaidoyer est généralement défini comme argumenter en faveur d'une cause ou d'une idée. Il n'y a pas de limite à la quantité de plaidoyer qu'une personne ou une organisation de jeunesse peut faire. Il peut être utilisé pour persuader les autorités locales de fournir de meilleurs services à la communauté ou une clinique locale de rester ouverte le soir pour le public ou pour convaincre une école d'introduire de nouvelles activités extra-muros. D'autre part, le lobbying est une forme de plaidoyer avec l'intention d'influencer les décisions prises par le gouvernement par des individus ou plus généralement par des groupes de pression. Cela inclut toutes les tentatives d'influencer les législateurs et les fonctionnaires, que ce soit par d'autres législateurs, électeurs ou groupes organisés (solutions de plaidoyer et de communication).

**Stratégies possibles : Plaidoyer**

* + 1. **Développer une stratégie de plaidoyer ou évaluer et/ou améliorer les efforts de plaidoyer pour la participation :** Le plaidoyer joue un rôle important en donnant aux gens une voix sur les problèmes qui les affectent ; construire des preuves sur ce qui doit changer et comment ce changement peut se produire ; changement positif dans la société vers plus de justice sociale et d’égalité ; et influencer les gens avec le pouvoir et changer leur façon de penser et d'agir.
    2. **Introduire une éducation publique non partisane pour les jeunes :** Une éducation publique non partisane pour les jeunes est importante pour combler les clivages politiques nationaux difficiles et les lignes des partis politiques. Un exemple d'éducation publique non partisane pour les jeunes pourrait être l'éducation des électeurs et une mobilisation des électeurs pour encourager les jeunes à exercer leur droit constitutionnel de vote et à jouer un rôle dans la prise de décision concernant la direction et le gouvernement du pays. Cela souligne que quelle que soit l'idéologie politique avec laquelle chaque jeune peut s'aligner, certains problèmes et droits sont constants et constituent la base d'une jeunesse informée pour une pleine participation aux processus électoraux.

* + 1. **Identifier les éléments fondamentaux de la participation des jeunes aux processus politiques et électoraux :** L'identification des éléments fondamentaux de la participation des jeunes aux processus politiques et électoraux est d'une importance stratégique pour les organisations et organismes de jeunesse. Il est important que les organisations de jeunesse ou les institutions apparentées sachent clairement ce que l'on entend par participation des jeunes et comment cela se traduit en action et au niveau du plaidoyer—changement.

* + 1. **Adopter des actions innovantes pour la participation :** la volonté de s’exprimer des jeunes se développe à un rythme exponentiel avec l'accès aux plateformes numériques et aux technologies de l'information et de la communication, ce qui a accru la voix et la narration des jeunes dans les processus électoraux et politiques. Par exemple, au Kenya, la Emerging Leaders Foundation (ELF) a conçu un moyen innovant d'autonomisation des jeunes en organisant des engagements politiques de haut niveau avec des décideurs clés, notamment des secrétaires de cabinet et d'autres dignitaires influents. L'ELF a également utilisé des plateformes numériques telles que le chat Tweet pour les engagements politiques. Le dividende de ces engagements était que le secrétaire du Cabinet a repris les questions de politique de ces engagements et a veillé à ce que les voix des jeunes soient entendues au plus haut niveau du gouvernement.

**Stratégies possibles : activités de Lobbying**

* + - 1. **Développer une stratégie et des activités de lobbying :** Les jeunes doivent développer une stratégie et une campagne de lobbying. L'élaboration d'une stratégie de lobbying est l'un des aspects clés de l'institutionnalisation du rôle du lobbying et du maintien d'un engagement continu dans la mise en œuvre de la politique. L'un des aspects clés d'une telle stratégie est le développement d'une campagne de lobbying.
      2. **Renforcement des capacités de compétences en lobbying :** le lobbying nécessite des compétences humaines et ses résultats peuvent prendre du temps en raison des processus législatifs impliqués. Les compétences requises comprennent :

(a) Parfaite connaissance du sujet. (b) Connaissance des « acteurs » clés avec lesquels interagir. (c) Connaissance des processus législatifs, des procédures, des règles et des calendriers. (d) Compétences en ressources humaines. (e) Bon sens de jugement. (f) Savoir-faire politique. (g) Compétence avérée en communication.

**Etude de cas : Plaidoyer du Conseil National de la Jeunesse (Gabon)**

**Problème** : Marginalisation politique et manque de quotas pour les jeunes dans les parlements et dans les partis politiques ; manque de plateformes de développement du leadership pour préparer la prochaine génération de leaders.

**Stratégie** : Renforcement des capacités par le biais d'un programme de développement du leadership soutenu par le PNUD intitulé « Young African Leadership Fellowship ». Activités incluses :

Le Conseil national de la jeunesse (CNJ) Organise un forum national des jeunes sur les manifestes des partis politiques lors des élections de 2007.

Organisation du programme de bourses de leadership pour jeunes aspirants depuis 2012.

Tenir des dialogues intergénérationnels où des panels composés d'aînés et de jeunes discutent de l'édification de la nation. Grâce au modèle de dialogue intergénérationnel, les aînés ont été persuadés d'examiner les problèmes du point de vue des jeunes.

Faciliter les programmes de stages où les jeunes sont attachés à l'Assemblée nationale et à l'Assemblée d'État pour interagir avec les parlementaires afin de combler le fossé entre les jeunes et les législateurs.

Animation de la session du leader mixte (entre jeunes femmes et femmes plus âgées en ligne). Il existe également un programme de génération mixte ciblant les écoles où les jeunes femmes sont soutenues pour visiter les écoles dans le cadre de la formation au leadership et de l'éducation civique.

**Résultats** : Par le biais du plaidoyer, le Conseil national de la jeunesse a réussi à faire pression sur le gouvernement pour la ratification de la Charte africaine de la jeunesse en 2007 et l'élaboration d'une stratégie pour sa mise en œuvre.

Sur la base de la Charte africaine de la jeunesse, le NYC a plaidé avec succès pour l'adoption d'un quota de jeunes dans le système électoral. En conséquence, l'amendement constitutionnel de 2015 et adopté en 2017 par le parlement a autorisé un quota de 30 % de jeunes.

Une campagne de plaidoyer réussie pour la réduction de l'âge de 40 à 18 ans pour les candidats aux différents sièges électifs. La Constitution a été amendée en 2015 constitutionnelle et adoptée en 2017 par le parlement.

Compte tenu de la vulnérabilité socio-économique des jeunes et de la façon dont cela affecte la participation politique, la NYC a plaidé avec succès pour un stage rémunéré par l'État pour les jeunes travaillant dans diverses entreprises, tant statutaires que privées.

Mise en place de conseils de jeunes dans les universités pour soutenir la démocratie au sein des universités.

Mise en place par les partis politiques d'ailes jeunesse ainsi que de structures de direction avec le soutien du NYC.

Le NYC participe à la plate-forme Youth Gold et, grâce à cela, a fait progresser l'agenda des jeunes grâce à des récompenses annuelles et à la publicité des initiatives des jeunes.

Elaboration d'un code de conduite pour les jeunes observateurs électoraux citoyens au Gabon.

**Leçons** : La manipulation des jeunes en exploitant leur vulnérabilité économique reste persistante malgré le plaidoyer en faveur de leur inclusion économique.

Une plus grande sensibilisation des jeunes sur leurs droits démocratiques et la lutte contre la corruption contribue à renforcer la conscience des jeunes sur le changement.

Après avoir ratifié la Charte africaine de la jeunesse, il a été noté que l'utilisation de cette charte pour défendre diverses questions sur la jeunesse a été couronnée de succès, comme l'introduction du système de quotas.

Le plaidoyer doit être précédé d'une recherche solide sur le sujet.

|  |
| --- |
| ***Observation pertinentes***  ***Plaidoyer***   * *Lors de l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer, il est important de s'aligner sur la mission et la vision des organisations ou de la collaboration. Il est également important au début d'évaluer ou d'évaluer l'importance stratégique des efforts de plaidoyer comme moyen de relever le défi de la participation des jeunes aux processus politiques et électoraux. Comment le plaidoyer peut-il jouer un rôle plus important dans l'organisation et ses efforts pour la participation des jeunes?* * *Efforts de collaboration pour un impact plus large, plus de voix et influencer le changement : les organisations de jeunesse peuvent utiliser la collaboration comme moyen de fournir une portée plus large et plus de voix pour les messages clés pour leur participation aux processus politiques et électoraux. Cela aide à identifier des alliés pour les efforts de plaidoyer et rassemble des ressources telles que des compétences et des finances pour minimiser les risques des efforts de plaidoyer à court terme. La collaboration galvanise également une approche de plaidoyer plus percutante pour les messages clés identifiés pour la participation des jeunes.* * *Identifier les activités de plaidoyer, les stratégies et les messages clés qui incarnent les jeunes représentatifs de la démographie et du genre de votre pays pour parvenir à une pleine participation afin d'aborder le changement identifié pour la participation des jeunes aux processus politiques et électoraux. Ceci est important car les jeunes sont à la fois ruraux, semi-urbains et urbains et les efforts de plaidoyer doivent promouvoir les voix des jeunes qui sont représentatives.*   ***Enseignement public***   * *Les jeunes ne forment pas un groupe homogène mais proviennent de milieux socio-économiques différents et les réalités individuelles sont définies différemment. La participation des jeunes implique que les jeunes aient l'espace et la liberté de s'exprimer et en même temps qu'ils puissent être entendus par les décideurs et que leurs voix soient prises en compte. La participation des jeunes est à la fois individuelle et collective et la participation est basée sur l'accès à l'information, l'influence de la communauté et l'information du grand public. Par conséquent, dans le cadre du plaidoyer, l'éducation du public garantit l'accès aux informations pertinentes pour la participation.* * *L'éducation du public implique l'adaptation et l'utilisation de différentes méthodes. Certains piliers clés comprennent l'apprentissage entre pairs (les jeunes permettant l'apprentissage et le mentorat mutuel), l'apprentissage au niveau individuel à transmettre aux niveaux communautaire et national, permettant l'accès à l'information pour renforcer les capacités de participation des jeunes ; et permettre de comprendre que la participation aux processus politiques et électoraux garantit que les voix des jeunes sont intégrées dans ces processus.*   ***Elements fondamentaux***   * *Comme mentionné à plusieurs reprises dans ce guide, les jeunes ne sont pas un groupe homogène, et les moteurs de la participation varient et peuvent inclure des environnements socio-économiques qui présentent des défis variés, en particulier pour combler la fracture rurale et urbaine. Les problèmes de rétrécissement des espaces politiques et individuels, les formes d'expression et le manque d'accès à l'information pour l'apprentissage présentent des facteurs négatifs pour la participation des jeunes.* * *Répression de l'État par opposition à l'expression de soi dans les formes de désobéissance civile et de troubles et manifestations des étudiants.* * *Il faut combler efficacement le fossé entre les réalités individuelles (vie quotidienne) et le processus de représentation et de participation.*   ***Actions innovantes***   * *L’Internet et les médias en ligne sont devenus des plateformes de prise de décision pour les jeunes, et un défi majeur pour la participation effective des jeunes aux processus politiques et électoraux est la désinformation. Les organisations de jeunesse peuvent avoir besoin d'envisager des stratégies pour traiter à la fois le potentiel élevé de portée et le potentiel élevé de risque lié à l'utilisation des plateformes numériques.* * *Il est important pour les organisations de jeunesse d'envisager un équilibre dans l'utilisation des plateformes numériques et des plateformes traditionnelles pour le plaidoyer. Les plateformes traditionnelles restent importantes, en particulier pour l'accès de tous les jeunes. Les bonnes stratégies mélangent généralement les deux, en particulier lorsqu'elles influencent les décideurs. L'accès aux plateformes numériques est possible pour très peu de jeunes Africains sur le continent.*   ***Activités de Lobbying***   * *Il est important que les organisations sachent quand faire pression pour influencer ou changer les politiques.* * *Il doit y avoir de la clarté, de la compréhension et une concentration sur la question particulière du lobbying politique et sur ce que le lobbying cherche à changer.* * *Il est nécessaire de prendre en considération les facteurs liés à l'engagement dans le lobbying.* * *Savoir quand passer d'une gamme d'activités dans une variété de domaines, souvent avec différentes organisations partenaires, est le moyen le plus efficace d'influencer les politiques - de la pression publique et des entretiens individuels avec les décideurs à l'analyse et la bonne intervention au bon moment.* |

**CHAPITRE 10: Communication et engagement**

**Objectif :** Renforcer les capacités des jeunes et des organisations de jeunesse et leurs compétences en matière de communication et d'engagement.

Les stratégies de communication pour les organisations de jeunesse et les partenaires associés sont importantes pour garantir que les considérations relatives à l'engagement des parties prenantes constituent une approche stratégique. Très souvent, les stratégies de communication et/ou de plaidoyer sont développées plus tard dans les processus de panoramique alors qu'elles doivent être considérées comme l'un des principaux livrables de toute organisation. L'engagement consiste à écouter activement toutes les voix pour assurer une pleine participation.

**Stratégies possibles:**

1. **Développer des stratégies de communication : Il s’agit de :**
   1. développer un cadre clair pour engager le public
   2. développer des messages clés de l'organisation liés à sa mission et sa vision.
   3. articuler un flux de communication bidirectionnel pour un mécanisme de retour d'information.
   4. Identifier les canaux médiatiques pour l'engagement et la diffusion des messages clés.
   5. Déterminer le risque qui pourrait survenir avec la stratégie et articuler les activités d'atténuation.
2. **Collaborer avec les jeunes en les considérant comme des citoyens actifs pour les processus politique et électoral :** Les jeunes ne sont pas des participants passifs aux processus politiques et électoraux. Sous forme d’actions ci-après :
3. la collaboration entre les jeunes et les OSC pour créer une plate-forme qui permet aux jeunes de s'exprimer.
4. Les jeunes ou les organisations de jeunesse créent simultanément un créneau pour la participation des jeunes aux processus et aux événements clés qui y sont liés.
5. S'engager dans l'élaboration d'un récit cohérent pour assurer le même message et la même action.
6. **Comprendre la communication en tant que méthode de responsabilisation pour le feedback et l'engagement :** la communication est un outil de responsabilisation et un mécanisme de feedback qui augmente encore les voix en faveur de la participation et de l'engagement. La communication ouvre la voie à une intention stratégique claire de participation. Pour y parvenir, il est important que les jeunes harmonisent les stratégies de communication, de lobbying et de plaidoyer et leurs activités afin d'atténuer les risques de mauvaise gestion de l'information et de la désinformation.
7. **Adopter des outils de communication innovants et nouveaux et des méthodes traditionnelles :** Les outils de communication innovants et nouveaux, comme mentionné au chapitre 4, ont la capacité de communiquer en temps réel, ce qui pose des défis pour les points de vue multiples sur un sujet de discussion donné. Dans le même temps, ils offrent également une grande opportunité pour une portée plus large. Les plateformes numériques ont permis aux citoyens d'être journalistes, porte-parole ou défenseurs. Il est important que les jeunes et les organisations dirigées par des jeunes :
   1. élaborent de solides stratégies de médias sociaux et un plan de risques pour les plateformes numériques.
   2. Élaborent des plans de médias : les méthodes traditionnelles telles que la radio et les journaux jouent toujours un rôle majeur pour une communication solide.

**Etude de cas : Engagement public et communication—Ligue civile togolaise (Togo)**

**Problème :** Exclusion législative, hostilité politique structurelle, marginalisation politique des jeunes et opportunités économiques limitées.

**Stratégie** : Utiliser des approches innovantes pour l'engagement du public et la communication. L'un des défis auxquels les jeunes ont été confrontés au Togo était la répression de leur voix, y compris la fermeture d'Internet pendant les périodes d'activité politique. Cela signifiait que les jeunes ne pouvaient plus se mobiliser entre eux et le grand public via WhatsApp et Facebook qui étaient largement utilisés par les jeunes au Togo.

Une approche majeure d'engagement et de communication a été l'adoption de Bluetooth comme outil de connectivité alternatif pour la mobilisation et la communication. Bluetooth avait été utilisé plus d'une décennie avant que les autres plates-formes numériques ne deviennent populaires et était comparativement moins cher. Les jeunes ont encouragé l'utilisation de Bluetooth pour partager des messages qui avaient été téléchargés, réduisant ainsi considérablement le coût étant donné que seuls quelques-uns auraient besoin de télécharger et de partager librement avec les masses via Bluetooth. Chaque fois que les messages étaient envoyés, ils étaient accompagnés d'une note « 'Mimè Tcha Tcha Tcha » (partagez vite, vite et vite) pour s'assurer que les messages atteignent un public plus large en peu de temps. Le concept "Mimè Tcha Tcha Tcha" a été popularisé par la composition de chansons servant ainsi un double effet de divertissement et de sensibilisation du public.

(<https://www.youtube.com/watch?v=5e6gJvkU6nA>)

Grâce à la recherche, les jeunes ont pu développer des moyens innovants d'étendre la portée Bluetooth et le partage de contenu sans Internet. Un dispositif d'extension de portée Bluetooth capable d'étendre la portée Bluetooth jusqu'à 135 km a été adopté. Cela signifie que tout le monde dans cette plage de l'expéditeur du message pourrait transmettre le message en temps réel au public tant qu'ils avaient un identifiant téléphonique de l'expéditeur.

Cette approche de l'engagement du public et de la communication était la suivante :

Utilisé avec succès par les jeunes pour exprimer leurs opinions concernant la mauvaise gouvernance, les violations des droits de l'homme, le manque d'emplois et d'opportunités, la surpopulation des universités, la médiocrité des établissements de santé et l'accès des jeunes aux soins de santé.

Vital lors de la campagne pour *le retour de la Constitution de 1992 d'août 2017 à juin 2018 :* à travers cette campagne, les jeunes ont plaidé pour des réformes, y compris la réintroduction des limites du mandat présidentiel. Le Togo était le seul pays d'Afrique de l'Ouest sans limite de mandat. La campagne a été soutenue par des citoyens de toutes les classes sociales et de toutes les générations, y compris les partis politiques d'opposition dont le rassemblement a également conduit à un slogan national « Faure doit partir » en réponse à la menace du gouvernement aux manifestations publiques planifiées pour réclamer la constitution de 1992.

**Résultats** : L'utilisation de Bluetooth a conduit le gouvernement à abandonner Internet parce qu'il s'est rendu compte que les gens continuaient à se mobiliser. Au lieu de cela, l'impact de la dénonciation était qu'il nuisait au gouvernement et aux entreprises en termes de perte de revenus.

L'engagement du public et la communication via Bluetooth ont contribué à une forte participation du public aux manifestations publiques prévues.

Le soutien de masse au « mouvement Faure doit partir » en plus du retour de la constitution de 1992 a conduit à des concessions du gouvernement, y compris la réintroduction de la constitution de 1992 qui a ouvert la voie à :

La réintroduction des limites du mandat présidentiel. Cependant, le président n'a pas démissionné car il a affirmé que la disposition sur les limites de mandat ne pouvait pas être appliquée rétrospectivement.

La tenue des élections communales de 2019. La dernière fois qu'elles ont eu lieu, c'était en 1986. Cela a permis aux partis d'opposition de gagner certaines autorités locales et de contrôler certaines villes.

Cela a profité aux jeunes dans la mesure où ils suivent les discussions sur les politiques, acquièrent de l'expérience sur ce qui se passe dans les législatures et apprennent le débat, la présentation et d'autres compétences.

Première élection locale organisée en 2019 depuis 1986 avec des partis d'opposition réussissant à l'emporter dans certaines localités.

**Leçons** : Avoir une option de plate-forme gratuite est essentiel lors de la conduite d'exercices de mobilisation ou d'éducation dans un environnement politiquement contraint.

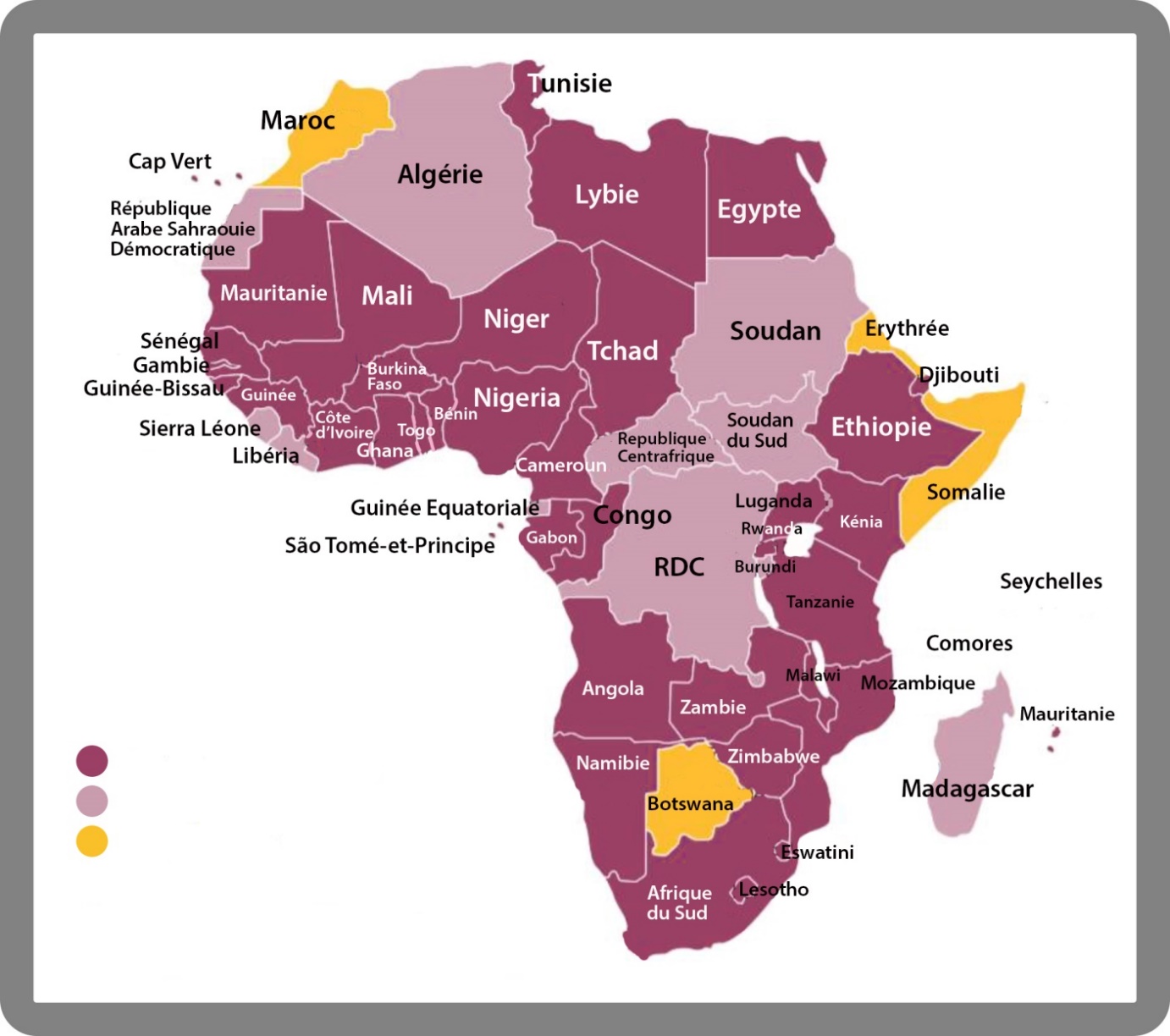
Les jeunes ne sont pas politiquement apathiques. Ils réagissent bien lorsqu'il y a un effort coordonné vers un objectif autour duquel ils peuvent se rallier.

|  |
| --- |
| **Observations pertinentes**   * *Certaines autorités considèrent les manifestations comme une attaque personnelle contre elles et leur administration, ce qui conduit à l'usage de la force pour réprimer les manifestations au lieu de l'engagement. Par conséquent, des messages créatifs, un engagement et un investissement dans le capital social sont nécessaires pour contrer le recours à la force par les autorités.*   ***Stratégies de communication***   * *Obstacles qui empêchent les jeunes de s'engager dans des questions qui leur sont importantes : comprendre les obstacles qui empêchent les jeunes de participer pleinement aux processus politiques et électoraux est un pilier important qui contribue à l'élaboration d'une stratégie de communication ciblée et efficace. La compréhension des obstacles permet le développement de messages clés qui trouvent un écho auprès de publics spécifiques et la mesure et le suivi des activités de communication deviennent une partie intégrante de la stratégie.* * *Engager les jeunes marginalisés dans l'action : Les jeunes marginalisés ont besoin d'une attention particulière dans la communication en raison des multiples défis auxquels ils sont confrontés au niveau socio-économique et les encouragements et seront nécessaires pour qu'ils participent efficacement aux processus politiques et électoraux. En travaillant avec des jeunes marginalisés, il est important de situer dans leurs réalités comment la participation fait partie du changement pour surmonter et relever leurs défis socio-économiques.* * *Des ressources efficaces pour la mise en œuvre des activités de communication: Des stratégies de communication efficaces nécessitent des ressources qui soutiennent les activités qui conduisent finalement à une participation accrue des jeunes dans les processus politique et électoral.*   ***Collaboration avec les jeunes en les considérant comme des citoyens actifs***   * *Élaboration du récit des jeunes pour la participation aux processus politique et électoral : L’élaboration du récit des jeunes pour la participation aborde la participation à travers des messages clés clairs et une compréhension partagée. Cela implique des efforts de collaboration entre les organisations de jeunesse et les leaders de la jeunesse.* * *S'attaquer aux obstacles à la participation des jeunes : La clé pour surmonter les obstacles pourrait consister à remédier au manque de mécanismes de communication efficace pour amplifier les voix des jeunes et les facteurs socio-économiques.* * *Initier et assurer la représentation à tous les niveaux des processus politique et électoral.*   ***Conception de la communication***     * *Les stratégies de communication doivent avoir un système de contrôle et de suivi comme une méthode d’évaluation (et compétence) pour mesurer l'impact et évaluer la portée des organisations de jeunesse.* * *Les stratégies de communication doivent refléter la diversité des manières dont les jeunes s'engagent dans leur communauté. Ces lieux de communication comprennent les écoles et les universités, les groupes de jeunes, les quartiers, les clubs de sports et de loisirs, les associations bénévoles et les groupes religieux.*   ***Outils de communication innovants et nouveaux***   * *Les organisations de jeunesse doivent disposer des compétences techniques appropriées pour les plateformes numériques qui garantissent une large portée, un prix abordable et l'exactitude des informations.* * *Apprendre à utiliser les canaux et outils médiatiques appropriés qui garantissent l'accès à l'information pour la participation des jeunes.* * *Plans de communication des risques, pour atténuer la désinformation et la désinformation, en particulier sur les plateformes numériques.* * *Expression individuelle par rapport à l'expression communautaire sur les plateformes numériques : il est important que, comme les jeunes se présentent comme collaboratifs et synergiques dans leurs efforts pour accroître la participation, que les formes d'expression de l'individu et de la communauté ne se heurtent pas car cela crée un risque de fragmentation de messagerie.* * *Dans certains pays, l'utilisation d'outils conventionnels tels que des brochures, des affiches et des dépliants n'est pas aussi efficace que l'utilisation de clips audio en raison des niveaux d'alphabétisation et des contraintes de temps.* |

# TROISIEME PARTIE

# ANNEXES

**Annexe 1: Degré de ratification de la Charte de la jeunesse africaine à la date de juin 2020**



**Source: African Leadership Institute (AFLI) 2020**

**Annexe 2 : Liste des organisations dirigées par des jeunes et d'autres acteurs clés consultés**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Pays** | | **Organisation** | **Nom** | **Sex** | **Contats** |
| 1 | Botswana | *Youth and Elections in Botswana* (OYEBO) | Rebaone Mmereki | M | [mmerekirjd@gmail.com](mailto:mmerekirjd@gmail.com) |
| 2 | Cameroun | *Network for Solidarity, Empowerment and Transformation for All* | Ateki Seta Caxton | M | atekiseta@yahoo.com |
| 3 | Gabon | Conseil national de la jeunesse (CNJ) | Andy Roland Nziengui Nziengui | M | andynziengui@gmail.com |
| 4 | Ghana | Gender Centre for Empowering Development (GENCED) | Esther Taiwah |  | [esther.tawiah@genced.org](mailto:esther.tawiah@genced.org) |
| 5 | Kenya | Emerging Leaders Foundation | Caren Wakoli | F | [cwakoli@yahoo.com](mailto:cwakoli@yahoo.com) |
| National Democratic Institute (NDI) | Benedictus Rono | F | brono@ndi.org |
| 6 | Nigeria | Youngstars Foundation | Kingsley Bangwell | M | [kntb12@yahoo.com](mailto:kntb12@yahoo.com) |
| YIAGA | Ibrahim Faruk | M | fibrahim@yiaga.org |
| 7 | Tanzanie | Tanzania Youth Coalition (TYC) | Lenin |  | info@tzyc.org |
| 8 | Togo | La Ligue civile togolaise | Farida Bemba | F | faridabemba@gmail.com |
| 9 | Tunisie | Tun’Act | Zied Touzani | M | zied.touzani@gmail.com |
| Jeunesse sans frontières | Mouldi AYARI |  | mouldi.ayari@jsf.tn |
| Ahmed ALLOUCH |  | ahmed.allouch@jsf.tn |
| 10 | Zambie | Southern African Youth Forum (SAYoF) | Misheck Gondo | M | info@sayof.org |
| 11 | Zimbabwe | Gov Enhance | Zuwa Madondo | M | zuwa.matondo@yahoo.com zmatondo@govenhanceafrica.org |
| Youth Empowerment and Transformation Trust (YETT) | Tafadzwa Macheka |  | tafazwa@yetzw.net |
| 12 | Afrique du Sud | Independent Electoral Commission | Moses Pitso | M | PitsoMo@elections.org.za |
| Masego Shiburi | M |  |
| **CASE STUDY COUNTRIES COMPILED FROM THE LITERATURE** | | | | | |
| 13 | Burkina Faso | |  |  |  |
| 14 | Maroc | |  |  |  |
| 15 | Rwanda | |  |  |  |

# NOTES DE FIN DE PAGE

1. African Youth Charter, Definitions. “*youth”* <https://au.int/sites/default/files/treaties/7789-treaty-0033_-_african_youth_charter_e.pdf> (Accessed 29 October 2020) [↑](#footnote-ref-1)
2. Ezeh, A., Feyissa, T G. The Conversation *Whats driving Africa’s population growth. And what can change it* 2019. <https://theconversation.com/whats-driving-africas-population-growth-and-what-can-change-it-126362#:~:text=Population%20growth%20rates%20continue%20to,population%20of%201.3%20billion%20people>. (Accessed 30 October 2020) [↑](#footnote-ref-2)
3. Mo Ibrahim foundation *“Africa’s first challenge: the youth bulge stuck in ‘waithood’”* <https://mo.ibrahim.foundation/news/2019/africas-first-challenge-youth-bulge-stuck-waithood#:~:text=Almost%2060%25%20of%20Africa's%20population,to%20be%2019.8%20in%202020>. (Accessed 29 October 2020) [↑](#footnote-ref-3)
4. African Union Policy brief 2019, *Africa’s future youth and the data defining their lives* <https://au.int/sites/default/files/documents/37828-doc-soayr_policy_brief_ok.pdf> (Accessed 30 October 2020) [↑](#footnote-ref-4)
5. See (<https://mo.ibrahim.foundation/news/2019/africas-first-challenge-youth-bulge-stuck-waithood> [↑](#footnote-ref-5)
6. <https://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Policy%20papers/ab_r6_policypaperno34_youth_political_engagement_in_africa_youth_day_release_eng2.pdf> [↑](#footnote-ref-6)
7. Electoral commission of South Africa, Over 700 000 new voters added to the voters’ roll ahead of elections <https://www.elections.org.za/content/About-Us/News/Over-700-000-new-voters-added-to-the-voters--roll-ahead-of-elections/> (Accessed 1 November 2020) [↑](#footnote-ref-7)
8. Mumbure, D. 2019 What fueled voter apathy among young South Africans? *Africanews.com* <https://www.africanews.com/2019/05/14/what-fueled-voter-apathy-among-young-south-africans/> (Accessed 1 November 2020) [↑](#footnote-ref-8)
9. Malawi young pioneers <https://www.globalsecurity.org/military/world/africa/mw-myp.htm> (Accessed 1 November 2020) [↑](#footnote-ref-9)
10. Bradfield, P. 2013 African Experiences of Youth in Political Violence—Reflections on Zimbabwe *Beyond The Hague Thoughts on international justice from The Hague and beyond.* <https://beyondthehague.com/2013/08/26/african-experiences-of-youth-in-political-violence-reflections-on-zimbabwe/> (Accessed 1 November 2020) [↑](#footnote-ref-10)
11. See Mail & Guardian Newspaper of 14 July 2016. On— line at: https://mg.co.za/article/2016-07-14-00-kenyans-fear-re-emergence-of-the-banned-mungiki-sect-and-its-deadly-reign-of-terror/ [↑](#footnote-ref-11)
12. The 2017 Commonwealth Evaluation report on the Ghana National Peace Council. Commonwealth Secretariat. [↑](#footnote-ref-12)
13. Ibid [↑](#footnote-ref-13)
14. Youth political engagement in South Africa: Beyond student protests *Afrobarometer* <https://media.africaportal.org/documents/ab-dispatchno101-youth-engagement.pdf> (Accessed 1 November 2020) [↑](#footnote-ref-14)
15. Mourdoukoutas, E. 2018 The hashtag revolution gaining ground**:** Africa’s millennials are using technology to drive change *Africa renewal* <https://www.un.org/africarenewal/magazine/april-2018-july-2018/hashtag-revolution-gaining-ground> (Accessed 1 November 2020) [↑](#footnote-ref-15)
16. <https://wagingnonviolence.org/2017/06/south-africa-fees-must-fall/> [↑](#footnote-ref-16)
17. “Y'En A Marre!” (We’re Fed Up!): Senegal in the Season of Discontent: <https://origins.osu.edu/article/yen-marre-were-fed-senegal-season-discontent> [↑](#footnote-ref-17)
18. Lessons from Bobi Wine’s Story for Youth *REIGNITE Africa* <http://reigniteafrica.org/2017/07/02/lessons-from-bobi-wines-story-for-youth/> [↑](#footnote-ref-18)
19. Mutyaba, M. 2017 Uganda: 3 lessons from the Ghetto President’s by-election triumph. *African Arguments*  <https://africanarguments.org/2017/07/03/uganda-3-lessons-from-the-ghetto-presidents-by-election-triumph/> (Accessed 4 November 2020) [↑](#footnote-ref-19)
20. https://organizingengagement.org/models/pathways-to-participation/ [↑](#footnote-ref-20)
21. African Youth Charter, Article 11.1 and 2b <https://au.int/sites/default/files/treaties/7789-treaty-0033_-_african_youth_charter_e.pdf> [↑](#footnote-ref-21)
22. Voir le Cadre continental de la Commission de l'Union africaine pour la jeunesse, la paix et la sécurité. [↑](#footnote-ref-22)
23. Ranta, E. 2018 Patronage and Ethnicity amongst Politically Active Young Kenyan in *Youth and Political Engagement in Africa.* BRILL<https://www.jstor.org/stable/10.1163/j.ctvbqs5zx.20> (Accessed 30 October 2020) [↑](#footnote-ref-23)
24. See Karuitha, [J. 2020.](about:blank) Youth and the digital economy in Africa. Africa Portal Online at: https://www.africaportal.org/features/youth-and-digital-economy-africa/ [↑](#footnote-ref-24)
25. # [Helsper](http://www.lse.ac.uk/media@lse/WhosWho/AcademicStaff/EllenHelsper.aspx), E. 2016. Digital Inequality: Disadvantaged Young People Experience Higher Barriers to Digital Engagement. Online at: Https://blogs.lse.ac.uk/medialse/2016/12/07/digital-inequality-disadvantaged-young-people-experience-higher-barriers-to-digital-engagement/

    [↑](#footnote-ref-25)
26. # Ateki Caxton 2019 Debunking the Skeptics: Why the Voting Age in Cameroon should be lowered from 20 to 18 https://www.newseta.org/debunking-the-skeptics-why-the-voting-age-in-cameroon-should-be-lowered-from-20-to-18/

    [↑](#footnote-ref-26)
27. See Raftree, L. ICT Opportunities and Barriers for Youth in Developing Countries. Online at: <https://www.unicef-irc.org/article/1009-ict-opportunities-and-barriers-for-youth-in-developing-countries.html> (Accessed on 29/01/2021) [↑](#footnote-ref-27)
28. Le balai citoyen. About us <https://lebalaicitoyen.fr/qui-nous-sommes/> [↑](#footnote-ref-28)
29. <https://wagingnonviolence.org/2017/06/south-africa-fees-must-fall/> [↑](#footnote-ref-29)
30. Shutting down the internet to shut up critics *Human Rights Watch* <https://www.hrw.org/world-report/2020/country-chapters/global-5> (Accessed 1 November 2020) [↑](#footnote-ref-30)
31. Mutyaba, M. 2017 Uganda: 3 lessons from the Ghetto President’s by-election triumph. *African Arguments*  <https://africanarguments.org/2017/07/03/uganda-3-lessons-from-the-ghetto-presidents-by-election-triumph/> (Accessed 4 November 2020) [↑](#footnote-ref-31)
32. See Franca Brilliant 2000. Civic Education Programming Since 1990—A Case Study Based Analysis. Washington: Center for Civic Education [↑](#footnote-ref-32)
33. Oni, A and J. Adetoro 2015 The effectiveness of student involvement in decision-making and university leadership: A comparative analysis of 12 universities in South-west Nigeria. Journal of Student Affairs in Africa 3 (1), p. 65–81 [↑](#footnote-ref-33)
34. See Ace project online at: Ace: https://aceproject.org/ace-en/topics/yt/yt30/youth-party-wings [↑](#footnote-ref-34)
35. <https://www.kqed.org/arts/93432/the_arab_singer_who_inspired_tunisians_in_revolution> [↑](#footnote-ref-35)
36. <https://www.theafricareport.com/49657/africas-youth-busting-myths-and-creating-change/> [↑](#footnote-ref-36)
37. <https://www.opendemocracy.net/en/north-africa-west-asia/graffiti-new-form-of-expression-on-walls-of-cairo/> [↑](#footnote-ref-37)
38. https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-10-30-behind-the-cover-the-entwined-geniuses-of-fela-kuti-and-lemi-ghariokwu/ [↑](#footnote-ref-38)
39. See: <https://m.youtube.com/c/BUSTOPTV/about?disable_polymer=true> (BUSTOP TV) and <https://youtube.com/c/funfactoryug> (FUN Factory) [↑](#footnote-ref-39)